



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture



PROMOTION DE L'EMPLOI
PRODUCTIF ET DU TRAVAIL
DÉCENT DANS LES ZONES
RURALES

Leçon 6

Intégration de l'emploi et du travail décent dans les politiques, les stratégies et les programmes agricoles

Version textuelle

La version interactive de cette leçon est disponible gratuitement à l'adresse suivante:

<https://elearning.fao.org/>



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence
CC BY-NC-SA 3.0 IGO (<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/deed.fr>)

© FAO, 2018

Dans cette leçon

Objectifs d'apprentissage	3
Introduction	3
Le processus de planification stratégique	4
Quand intégrer les questions de l'emploi et du travail décent dans le processus de planification	6
Comment intégrer les questions de l'emploi et du travail décent dans les phases de planification	6
Phase 1 - Situation actuelle. Analyse des problèmes et des parties prenantes	7
Phase 2 - Objectif visé. Définition des effets souhaités et des bénéficiaires potentiels	15
Phase 3 - Mise au point de la chaîne des résultats et choix des stratégies et des programmes.....	20
Phase 4 - Sommes-nous en voie d'atteindre les résultats attendus? Système de suivi et d'évaluation	39
Résumé	48
Annexe 1 - Questions relatives à l'emploi pour orienter l'analyse des problèmes	49
Annexe 2 - Défis en matière d'emploi pour le développement agricole: Causes et effets	50
Annexe 3 - Principales étapes pour une analyse rapide du contexte de l'emploi et du travail décent dans les zones rurales	55
Annexe 4 - Liste de contrôle pour une analyse des problèmes et des parties prenantes en faveur de l'emploi et du travail décent dans les zones rurales.....	57
Annexe 5 - Groupes les plus défavorisés ou vulnérables dans les zones rurales et problèmes courants rencontrés.....	58
Annexe 6 - Liste de contrôle sur la manière d'intégrer l'emploi et le travail décent dans les zones rurales dans les effets souhaités et les bénéficiaires potentiels	61
Annexe 7 - Exemples d'actions en faveur de l'emploi et du travail décent relevant des quatre piliers de l'Agenda du travail décent	62
Annexe 8 - Options stratégiques en faveur de l'emploi et du travail décent dans les zones rurales dans trois mondes ruraux	65
Annexe 9 - Référentiel utile des bonnes pratiques relatives au travail décent.....	69
Annexe 10 - Liste de contrôle pour intégrer l'emploi et le travail décent dans les zones rurales dans la chaîne des résultats et pour sélectionner des stratégies et des programmes	70
Annexe 11 - Liste des indicateurs possibles de l'emploi et du travail décent par principal domaine d'intervention et niveau de résultat	71
Annexe 12 - Principales exigences techniques des enquêtes liées à l'emploi et au travail décent dans les zones rurales.....	76
Annexe 13 - Liste de contrôle pour intégrer l'emploi et le travail décent dans les zones rurales dans le système de suivi et d'évaluation.....	82


Objectifs d'apprentissage

À la fin de cette leçon, vous serez en mesure:

- de décrire le processus classique d'élaboration de politiques, stratégies et programmes agricoles («planification stratégique») et ses quatre phases;
- d'expliquer comment intégrer les considérations d'emploi et de travail décent dans chacune de ces phases.


Introduction


Situation: Edward et Winfred travaillent au Service de planification du Ministère de l'agriculture dans un pays d'Afrique de l'Est. Ils discutent de l'élaboration d'un nouveau plan stratégique dans le secteur agricole.

 *Le mois prochain, nous commencerons à travailler sur l'analyse des problèmes et des parties prenantes pour élaborer le nouveau plan stratégique pour le secteur agricole.*

 *Que voulez-vous dire?*

Le développement agricole est automatiquement lié à l'emploi. La plus grande partie de la population y travaille!

 *Nous ne devons pas oublier d'évaluer les incidences sur l'emploi! Oui, je suis d'accord. Cela étant dit, les stratégies agricoles n'adoptent pas souvent une perspective socio-économique. Par exemple, elles ne tiennent pas compte du fait que ce sont les personnes les plus pauvres qui travaillent dans l'agriculture, et qu'elles restent souvent dans la pauvreté. Ni des difficultés auxquelles font face les jeunes et les femmes pour accéder aux ressources de production.*

 *Si nous pouvions améliorer les conditions de travail dans le secteur et stimuler le potentiel de productivité des travailleurs, cela serait bénéfique à la croissance du secteur!*

L'emploi est souvent considéré comme une conséquence automatique (se passant d'interventions particulières) de l'augmentation de la production agricole ou du développement de la chaîne de valeur.

Les politiques, stratégies et programmes de développement agricole **manquent souvent d'objectifs explicites** et ne font pas un suivi de leurs effets sur la création d'emplois, la diversification des moyens de subsistance et le caractère inclusif du développement des entreprises. Lorsque la

création d'emplois est une priorité explicite, **on a tendance à négliger la qualité des emplois dans les zones rurales.**

Cette leçon vous permettra d'**identifier les points d'entrée** et vous fournira des conseils pratiques quant à la manière d'intégrer les considérations d'emploi et de travail décent tout au long des principales phases de la **planification stratégique pour le développement agricole.**

Négliger les aspects de l'emploi et du travail décent lors de la planification d'une intervention dans l'agriculture réduit l'efficacité de l'intervention sur le plan de la réduction de la pauvreté et du développement agricole¹. Les **mauvaises performances du secteur agricole sont souvent liées aux déficits de travail décent**, à savoir:

- mauvaises conditions de travail et manque de compétences;
- recours à des pratiques non durables (par ex., travail des enfants);
- sous-emploi et mauvaise organisation de la main-d'œuvre;
- absence de contrats de travail réglementaires;
- inégalités fondées sur le sexe et le groupe d'âge dans les marchés du travail des zones rurales.

Le processus de planification stratégique

Le processus de planification stratégique englobe **quatre phases principales** qui traitent quatre **questions clés**:

- **PHASE 1: Où en sommes-nous actuellement?**
- **PHASE 2: Où voulons-nous être demain?**
- **PHASE 3: Comment nous y arriverons?**
- **PHASE 4: Sommes-nous en voie d'atteindre les résultats attendus?**

¹ Désigne le processus créant les conditions propices à la libération du potentiel agricole en matière de croissance, de réduction de la pauvreté et de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le milieu rural. La FAO a défini le développement agricole durable comme «la gestion et la préservation des ressources naturelles et l'orientation du changement technologique de manière à garantir la satisfaction continue des besoins des individus, aujourd'hui comme demain. L'agriculture durable préserve les terres, l'eau et le patrimoine zoogénétique et phytogénétique; elle est respectueuse de l'environnement, techniquement bien adaptée, économiquement viable et socialement acceptable».

Source: FAO. (1988). *Rapport du Conseil de la FAO, 94e session, Rome.*

Les **principales phases** d'un processus ordinaire de planification stratégique sont notamment:

1. Exécution de l'analyse des problèmes et des parties prenantes

SITUATION ACTUELLE

L'**analyse des problèmes** est le point de départ de l'évaluation des goulets d'étranglement liés à l'emploi dans le développement agricole et des options actuelles pour les réduire ou les éliminer.

L'analyse des problèmes permet d'identifier:

- les principaux groupes vulnérables du point de vue de l'emploi;
- dans quelle mesure l'amélioration des conditions et des perspectives de travail est une priorité pour le développement agricole ;
- le moment où il serait judicieux d'avoir recours à d'autres stratégies sectorielles et interventions de protection sociale.

L'**analyse des parties prenantes** permet d'identifier tous les acteurs pertinents de l'emploi, ainsi que leurs rôles et responsabilités correspondants, y compris leurs relations de pouvoir respectives.

2. Définition des effets souhaités et des bénéficiaires potentiels

OBJECTIF VISÉ

Cette phase est d'une importance capitale pour intégrer l'emploi et le travail décent étant donné qu'elle définit les objectifs primordiaux, ainsi que les **bénéficiaires, les zones géographiques et les secteurs ciblés**.

3. Mise au point de la chaîne des résultats et choix des stratégies et des programmes

RÉALISATION DE L'OBJECTIF

Cette phase est axée sur la **définition des stratégies et des programmes** nécessaires pour obtenir les effets souhaités. Les considérations d'emploi et de travail décent devraient être intégrées dans cette phase, de manière à définir des résultats et des produits liés à l'emploi et/ou pour maximiser les effets sur l'emploi des stratégies et des programmes agricoles.

À ce stade, l'équipe d'intervention doit prévoir l'accord institutionnel et de partenariat ou le changement organisationnel nécessaires pour promouvoir plus efficacement l'emploi productif et le travail décent dans les zones rurales.

4. Élaboration du système de suivi et d'évaluation

ANALYSE DES RÉSULTATS

Dans cette phase, la chaîne des résultats est de nouveau confirmée et le système de **suivi** est mis en place, avec la spécification des indicateurs, des cibles et des moyens de vérification.

Les questions d'emploi et de travail décent doivent être intégrées à ce stade pour augmenter la visibilité et consolider les engagements politiques.

Quand intégrer les questions de l'emploi et du travail décent dans le processus de planification

À quel moment devrions-nous intégrer les considérations d'emploi?

Les considérations d'emploi et de travail décent devraient être intégrées tout au long du processus de planification stratégique!

Il convient de tenir compte de la perspective de l'emploi **tout au long du processus de planification**, depuis le tout début et pendant chaque phase:

1. Analyse des problèmes et des parties prenantes	2. Définition des effets souhaités et des bénéficiaires potentiels	3. Mise au point de la chaîne des résultats et choix des stratégies et des programmes	4. Élaboration du système de suivi et d'évaluation
en incluant les acteurs de l'emploi et en identifiant les problèmes d'emploi	en sélectionnant les bénéficiaires et en définissant les incidences sur l'emploi	en incluant les considérations de l'emploi dans la chaîne de résultats	en incluant l'emploi et le travail décent dans les indicateurs prévus pour mesurer la réussite

Comment intégrer les questions de l'emploi et du travail décent dans les phases de planification




Comment intégrons-nous les questions d'emploi et de travail décent dans chaque phase de planification?

The next pages will provide **practical guidance** on how to plan agricultural interventions, taking into account an employment and decent work perspective for **each of the four main phases of the strategic planning process**.

Phase 1 - Situation actuelle. Analyse des problèmes et des parties prenantes

Où en sommes-nous actuellement?

Le processus standard de la planification stratégique débute généralement avec une petite équipe dans le service de planification stratégique (ou similaire) du Ministère de l'agriculture.

-  Ainsi, il nous faut d'abord identifier les principaux goulets d'étranglement compromettant la performance du secteur et les interventions possibles pour les résoudre.
-  Oui, nous devons aussi consulter les principales parties prenantes impliquées dans le processus de planification...
-  ... et réaliser des analyses détaillées des problèmes et des parties prenantes, en nous concentrant sur les principaux problèmes identifiés.



Il est essentiel que l'équipe **examine les questions de l'emploi à ce stade**, de manière à pouvoir les intégrer dans l'élaboration d'une intervention agricole.

L'intégration de l'emploi et du travail décent dans cette phase de la planification stratégique suppose les étapes suivantes:

- a. Implication des acteurs clés de l'emploi dans les consultations initiales
- b. Évaluation des rôles et des capacités institutionnelles des acteurs de l'agriculture et de l'emploi dans l'analyse détaillée des parties prenantes
- c. Traitement des questions de l'emploi et du travail décent lors de l'analyse des problèmes

Nous allons approfondir l'analyse de ces étapes.

a. Implication des principales parties prenantes de l'emploi dans les consultations initiales

Après avoir identifié le problème de développement à traiter, le service de planification stratégique du Ministère de l'agriculture entreprend généralement des **consultations rapides** avant d'aborder une analyse plus détaillée des problèmes et des parties prenantes.

Même si ces consultations sont souvent **informelles** et internes au ministère, elles sont fondamentales, car elles définissent l'équipe d'intervention qui sera impliquée dans la planification.



Associez, dès à présent, les acteurs clés de l'emploi aux consultations pour assurer leur implication dans l'identification et la définition des priorités des problèmes et dans la mise en œuvre des interventions.

Qui sont les principaux acteurs de l'emploi à contacter lors des toutes premières consultations?

Les principaux acteurs de l'emploi à ce stade sont les suivants:

Ministère du travail	Les services du Ministère de l'agriculture	Principales fédérations nationales d'organisations d'employeurs, syndicats et organisations de producteurs.	Partenaires du développement
Le Ministère du travail est un allié puissant étant donné son mandat pour les questions du travail et de l'intégration du travail décent.	responsables de la vulgarisation, des questions de genre et d'autres questions sociales, et des entreprises et chaînes de valeur agroalimentaires.		(par ex., FAO et OIT) faisant la promotion du travail décent dans l'économie rurale.

b. Évaluation des rôles et des capacités institutionnelles des acteurs de l'agriculture et de l'emploi dans l'analyse détaillée des parties prenantes.

Après les premières consultations, l'équipe d'intervention **identifie généralement les principaux groupes et institutions ayant un intérêt significatif ou jouant un rôle important dans l'intervention** et évalue leurs intérêts respectifs, leur pouvoir relatif, et leurs points forts et points faibles.



Impliquez les acteurs de l'emploi dans l'analyse détaillée des problèmes.

Cela vous permettra de:

- les mettre à profit lors de la mise en œuvre du programme;
- promouvoir des partenariats pertinents pour la promotion de l'emploi et du travail décent dans les zones rurales;
- traiter les conflits intervenant dans la conception de l'intervention (par ex., différentes vues sur les compromis entre les droits du travail et les coûts de la main-d'œuvre).



Principaux acteurs ayant un rôle potentiel dans la promotion de l'emploi et du travail décent dans les zones rurales

- Ministères chargés de l'agriculture et de ses sous-secteurs (Ministère de l'agriculture), du travail (Ministère du travail), de l'industrie et du commerce, des affaires sociales, des questions de genre, de la jeunesse, de l'éducation et de la formation technique et professionnelle, ainsi que les autorités gouvernementales locales respectives.
- Secteur public, y compris de grands investisseurs étrangers et nationaux, organisations d'employeurs, petites et moyennes agro-entreprises et leurs organisations, et principales organisations de producteurs.
- Syndicats et autres organisations de travailleurs dans les zones rurales, y compris les organisations de travailleurs dans l'économie rurale informelle.
- Partenaires du développement, par ex., Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation internationale du Travail (OIT), Fonds international de développement agricole (FIDA), Organisation internationale pour les migrations (OIM), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).
- Organisations non gouvernementales (ONG), centres de formation, institutions de microfinance.

- Institutions de recherche, universités et groupes de réflexion œuvrant dans les domaines de l'emploi rural, de l'agriculture et du développement rural.

c. Traitement des questions de l'emploi et du travail décent lors de l'analyse des problèmes

Une fois que l'analyse a identifié les problèmes relatifs au développement rural et à l'intervention envisagée, ceux-ci sont organisés en un arbre à problèmes² (Causes - Problème - Effets).



Voir annexe 1 - Questions relatives à l'emploi pour orienter l'analyse des problèmes

Pour obtenir une liste de contrôle de questions d'auto-évaluation pour un diagnostic complet et la sensibilisation reflétant les quatre objectifs stratégiques de l'Agenda du travail décent, vous pouvez également consulter le document *Outils pour l'intégration de l'emploi et du travail décent: application à l'échelon national*: www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---exrel/documents/publication/wcms_172613.pdf

D'habitude, des **consultations multipartites** ou des réunions bilatérales sont planifiées et, dans certains cas, des **évaluations spécifiques** sont aussi organisées.



Collectez des éléments de preuve sur les questions de l'emploi et du travail décent avant d'importants événements de dialogue politique, afin de garantir des consultations plus inclusives des multiples parties prenantes et d'éviter les confrontations.

Afin d'intégrer l'emploi et le travail décent dans la planification stratégique, vous devriez, à ce stade, mener les activités suivantes:


² Un arbre à problèmes fournit un aperçu schématisé des causes et des effets d'un problème donné en identifiant les relations de cause à effet entre les aspects négatifs d'une situation existante. L'arbre à problèmes peut être converti en un arbre à objectifs en reformulant chacun des problèmes en résultats positifs escomptés – comme si le problème avait déjà été traité. De cette manière, les causes profondes et les conséquences sont transformées en amorces de solutions et un projet ou des points d'appui clés sont rapidement établis. Ces objectifs peuvent être dénommés objectifs de changement.

- Implication des acteurs de l'emploi dans l'analyse détaillée des problèmes;
- Spécification des causes des problèmes agricoles qui sont liées à l'emploi;
- Réalisation d'une analyse rapide du contexte des problèmes d'emploi et de travail décent.

Nous allons approfondir l'examen de ces activités.

Implication des acteurs de l'emploi dans l'analyse détaillée des problèmes	Spécification des causes des problèmes agricoles qui sont liées à l'emploi	Réalisation d'une analyse rapide du contexte des problèmes d'emploi et de travail décent
---	--	--


Winfred et Edward discutent au sujet de l'analyse des problèmes.

 *Gardez à l'esprit qu'il sera plus facile de discuter de certaines questions d'emploi que d'autres.*

Les acteurs de l'agriculture admettent souvent plus facilement les questions de création d'emploi et d'entrepreneuriat que celles relatives aux droits au travail. En effet, nos programmes de développement rural n'accordent pas assez d'importance au travail décent comme moyen d'augmenter la productivité et d'assurer la viabilité des systèmes agroalimentaires.



Il est capital d'impliquer les acteurs de l'emploi à ce stade pour recueillir leur avis sur des possibilités et des problèmes liés au travail que les parties prenantes sont susceptibles d'ignorer.

 *Vous avez raison. Mes collègues affirment aussi parfois que l'approche du travail décent n'est pas économiquement viable pour une économie à faible productivité...*

C'est la raison pour laquelle je pense que des consultations multipartites et inclusives sont importantes pour éviter la confrontation, mais aussi pour aborder les questions liées aux droits au travail d'une manière constructive et transparente...

... bien entendu, afin de rendre les consultations pleinement inclusives, il est important d'écouter les représentants des groupes les plus vulnérables et traditionnellement sous-représentés du point de vue de l'emploi.

Ces groupes incluent les petits producteurs; les travailleurs agricoles salariés dans l'économie informelle; les micro- et petites entreprises rurales, en particulier celles liées à la production

alimentaire et à l'agriculture; les femmes et les jeunes; et d'autres groupes spécifiques comme les enfants qui travaillent.

Implication des acteurs de l'emploi dans l'analyse détaillée des problèmes	Spécification des causes des problèmes agricoles qui sont liées à l'emploi	Réalisation d'une analyse rapide du contexte des problèmes d'emploi et de travail décent
--	---	--

Efforcez-vous de préciser les causes liées à l'emploi des problèmes agricoles, et l'intervention susceptible de les résoudre. En particulier, une analyse des problèmes doit identifier:

- **Les problèmes de travail dans le domaine d'intervention**

Problèmes et possibilités spécifiques liés à l'emploi et associés à l'intervention en cours de planification. Par exemple, les principaux déficits de travail décent dans un sous-secteur ou une zone géographique donnés, la disponibilité de la main-d'œuvre et de travailleurs qualifiés, les possibilités de diversification de l'emploi et de développement de l'entrepreneuriat. **Donnez priorité aux violations des droits fondamentaux du travail!**



Donner priorité aux violations des droits fondamentaux au travail

La violation des droits fondamentaux au travail fait référence à::

- un déni du droit à la liberté d'association (le droit de constituer des syndicats et d'y adhérer) et du droit à la négociation collective;
- l'existence de certaines formes de travail forcé, y compris la traite d'êtres humains, le travail sous contrainte pour dette ou en situation de servitude;
- le travail des enfants, en particulier sous ses pires formes;
- la discrimination fondée sur la race, l'âge, le sexe, l'opinion politique, la religion, la caste, la nationalité ou l'appartenance ethnique.



Évaluez précisément si l'intervention intervient dans une chaîne de valeur dans laquelle les enfants participent souvent (par ex., plantations, usines de traitement ou exploitation familiale) ou dans des régions où le travail des enfants ou le travail forcé ont déjà été signalés.

- **Les effets escomptés sur l'emploi dans différents groupes de populations**

Il faut anticiper à la fois l'incidence positive et négative de l'intervention sur l'emploi, en accordant une importance particulière aux groupes susceptibles d'être les plus exposés aux

risques liés au travail. Il convient, en particulier, d'estimer les effets sur le plan de la perte ou de la création d'emplois et du flux de migration consécutifs, de l'augmentation de la charge de travail et de la prévalence du travail des enfants, de l'augmentation des inégalités en raison d'un accès limité aux financements et de l'incapacité résultante de certains groupes à saisir les opportunités, etc.

- **Les contraintes du travail pouvant être atténuées grâce à l'intervention**

Classez par ordre de priorité les obstacles liés à l'emploi entravant le développement agricole et susceptibles d'être éliminés ou réduits grâce à une intervention planifiée.

Envisagez, en particulier, les possibilités de: a) créer des emplois; b) améliorer les conditions de travail; et c) réinsérer les groupes exclus.



Il est très important de définir clairement les causes liées à l'emploi des problèmes agricoles, de manière à orienter l'élaboration de la stratégie d'intervention.



Voir annexe 2 - Défis en matière d'emploi pour le développement agricole: Causes et effets

Prenons un exemple d'un problème agricole dont la cause est liée à l'emploi..



Je suis convaincue que l'un des problèmes que vous allez identifier est la faible productivité des producteurs agricoles, en particulier des femmes et des jeunes.



Effectivement! Mais qu'est-ce que cela a à voir avec l'emploi et le travail décent?



En plus du manque d'infrastructures et d'investissements, la faible productivité est due à de nombreuses causes liées au travail. Souvent, les travailleurs sont peu qualifiés, ne sont pas organisés et travaillent dans des conditions difficiles, voire dangereuses.

Les femmes font aussi face à une charge de travail excessive, du fait du cumul des tâches productives et familiales, ce qui est un obstacle à leur participation à des activités productives.

Quant aux jeunes, ils sont souvent défavorisés sur le marché du travail et dans l'accès aux terres et à d'autres ressources de production. Ils travaillent souvent en tant que travailleurs familiaux non

rémunérés, parce qu'ils n'ont pas d'autre choix, avec très peu d'incitations à augmenter leur productivité.



Je vois. Je n'avais jamais envisagé la productivité agricole du point de vue des travailleurs!

Implication des acteurs de l'emploi dans l'analyse détaillée des problèmes	Spécification des causes des problèmes agricoles qui sont liées à l'emploi	Réalisation d'une analyse rapide du contexte des problèmes d'emploi et de travail décent
--	--	---

Une analyse du contexte existe peut-être déjà pour le domaine d'application de votre intervention.

Si ce n'est pas le cas, vous devriez effectuer une étude documentaire et quelques consultations rapides pour:

- examiner les analyses socio-économiques récentes pour en extraire des informations sur l'emploi;
- identifier les indicateurs statistiques sur l'emploi et le travail décent correspondants des bases de données nationales et internationales;
- effectuer une analyse rapide des principaux programmes nationaux existants relatifs à l'emploi et au travail décent, ainsi que les cadres juridiques et politiques liés à l'emploi, afin de comprendre ce qui existe déjà.



Cela vous aidera à vous faire une bonne idée des informations et des données existantes sur l'emploi et le travail décent, ainsi que des politiques existantes auxquelles votre intervention devra se conformer.



Voir annexe 3 - Principales étapes pour une analyse rapide du contexte de l'emploi et du travail décent dans les zones rurales

Phase 1 – Synthèse

Utilisez la liste de contrôle (annexe 4) pour vous assurer d'avoir fait le nécessaire pour traiter les questions de l'emploi et du travail décent dans l'analyse des problèmes et des parties prenantes de votre intervention.



Voir annexe 4 - Liste de contrôle pour une analyse des problèmes et des parties prenantes en faveur de l'emploi et du travail décent dans les zones rurales

Phase 2 - Objectif visé. Définition des effets souhaités et des bénéficiaires potentiels

Où voulons-nous être demain?

Edward et Winfred poursuivent leur discussion sur l'élaboration d'un nouveau plan stratégique dans le secteur agricole.

Nous venons de terminer notre analyse des problèmes et des parties prenantes relative au nouveau plan stratégique pour le secteur agricole. Vous aviez raison, certains problèmes d'emploi sont très clairement apparus.

Il est clair que l'agriculture de subsistance ne figure pas parmi les aspirations de notre jeunesse. Pour les attirer, le secteur doit se moderniser et être plus attentif à leurs besoins.

Intéressant! Nous devons nous en souvenir lors de la définition des impacts et des bénéficiaires.

Vous avez raison! Dans la description de l'orientation stratégique de l'agriculture, nous indiquerons que la promotion d'emplois en plus grand nombre dans le secteur est l'un des résultats visés, de même que l'augmentation de la production et de la productivité agricoles.

Bien! Il ne faut pas oublier que nous devons aussi chercher à améliorer les conditions de travail dans le secteur. C'est chez les travailleurs agricoles que l'on trouve la plus forte prévalence de pauvreté. Ils doivent, en outre, supporter de très mauvaises conditions de travail. Il est capital d'améliorer les conditions de travail pour favoriser le bien-être et le potentiel de production à long terme des travailleurs ruraux, et pour évaluer l'attrait du travail agricole pour les jeunes agriculteurs et agro-entrepreneurs!

Après avoir identifié les problèmes et les principaux groupes vulnérables, votre équipe d'intervention doit définir sa vision pour le développement du secteur agricole (ou sous-secteur ou chaîne de valeur spécifique). Cela signifie définir l'impact et les bénéficiaires finals.

Ce **moment est important** pour l'intégration de l'emploi et du travail décent, car c'est à cette phase que sont faits les choix stratégiques qui influent sur les autres stades de la planification.

Intégrer l'emploi et le travail décent dans cette phase suppose de suivre les étapes suivantes, que nous allons examiner dans les étapes suivantes :

a. Rendre l'impact de l'intervention explicite pour l'emploi et le travail décent

b. Examiner les vulnérabilités liées au travail au moment de sélectionner les bénéficiaires de l'intervention

a. Rendre l'impact de l'intervention explicite pour l'emploi et le travail décent

Après avoir identifié les problèmes, une étape importante consiste à **définir les effets souhaités** de la politique, de la stratégie ou du programme en cours d'élaboration. La plupart des interventions agricoles définissent les effets en termes de croissance agricole, de durabilité environnementale et, dans l'idéal, de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté rurale. Afin d'intégrer l'emploi et le travail décent:

- **Il faut que la promotion de l'emploi productif et du travail décent dans les zones rurales devienne un effet souhaité et explicite de l'intervention**

Des emplois décents et rémunérateurs **peuvent faciliter la réalisation de la plupart des effets généralement souhaités** figurant dans la liste des interventions agricoles, en particulier sur le plan de la réduction de la pauvreté rurale et du développement agricole qui profite à tous.

En fonction de l'intervention particulière en cours de planification, l'emploi productif et le travail décent **peuvent aussi représenter l'effet souhaité** d'une intervention agricole en eux-même.

Que les aspects de l'emploi soient considérés comme un effet souhaité principal ou intermédiaire pour la réalisation de la réduction de la pauvreté, il est important de **les mentionner explicitement** dans la description des effets souhaités, la vision et les principes d'une intervention.

Exemple

Stratégie agricole en Afrique du Sud intégrant des questions liées à l'emploi dans sa vision

Vision: «Nous souhaitons devenir un secteur forestier dynamique, lucratif, pérenne et en expansion, qui contribue sensiblement à la croissance économique, à l'**emploi**, à l'éradication de la pauvreté et à la transformation en Afrique du Sud.»

Principes: la vision est fondée sur de grands principes intégrant les questions de l'emploi:

- Les forêts et les ressources forestières sont des éléments du patrimoine national.
- La formulation et la mise en œuvre de politiques favorisent la démocratisation.
- La planification de la gestion des forêts favorise l'utilisation durable, le développement et la conservation des ressources forestières.
- Les forêts sont protégées contre les méfaits des incendies, des nuisibles, des maladies et des plantes non autochtones envahissantes.
- Le développement est au service des populations et soucieux de l'égalité entre les sexes.
- La foresterie est un secteur compétitif et à valeur ajoutée.
- Le régime foncier des zones forestières est clairement défini, reconnu et sécurisé.
- Les sites et services culturels, écologiques, récréatifs, historiques, esthétiques et spirituels présents dans les forêts sont conservés.
- **Le développement et la gestion des forêts favorisent l'évolution des personnes ou catégories de personnes auparavant lésées par une discrimination injuste.**
- **Des conditions décentes d'emploi sont requises.**

Source (en anglais): Forestry 2030 Roadmap (Forestry Strategy 2009-2030) p. 20

<http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/saf149602.pdf#page=25>

- **Il faut faire référence de manière explicite aux objectifs du gouvernement et aux engagements régionaux et internationaux**

Globalement, l'**objectif 8 de développement durable (ODD 8)** et ses cibles constituent la principale référence (consultez l'écran suivant pour en savoir plus à ce sujet).

Votre intervention doit aussi respecter les engagements spécifiques pris sur le plan régional et national vis-à-vis de l'emploi et du travail décent dans les zones rurales.

Pour en savoir plus sur les processus et les engagements régionaux et nationaux en faveur de l'emploi et du travail décent, veuillez consulter la base de données de la FAO disponible à l'adresse www.fao.org/rural-employment/policies/fr/

L'objectif 8 du Programme de développement durable à l'horizon 2030 vise à «Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous».

Site Internet des Objectifs de développement durable: www.un.org/sustainabledevelopment/fr/

L'**objectif 8** de développement durable comprend 12 **cibles spécifiques**. Nous allons examiner celles qui sont particulièrement pertinentes à l'emploi et au travail décent dans les zones rurales.:

Cible 8.2	Parvenir à un niveau élevé de productivité économique par la diversification, la modernisation technologique et l'innovation, notamment en mettant l'accent sur les secteurs à forte valeur ajoutée et à forte intensité de main-d'œuvre.
Cible 8.3	Promouvoir des politiques axées sur le développement qui favorisent des activités productives, la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation et stimulent la croissance des, microentreprises et des petites et moyennes entreprises et facilitent leur intégration dans le secteur formel, y compris par l'accès aux services financiers.
Cible 8.5	D'ici à 2030, parvenir au plein emploi productif et garantir à toutes les femmes et à tous les hommes, y compris les jeunes et les personnes handicapées, un travail décent et un salaire égal pour un travail de valeur égale.
Cible 8.6	D'ici à 2020, réduire nettement la proportion de jeunes non scolarisés et sans emploi ni formation.
Cible 8.7	Prendre des mesures immédiates et efficaces pour supprimer le travail forcé, mettre fin à l'esclavage moderne et à la traite d'êtres humains, interdire et éliminer les pires formes de travail des enfants, y compris le recrutement et l'utilisation d'enfants soldats et, d'ici à 2025, mettre fin au travail des enfants sous toutes ses formes.
Cible 8.8	Défendre les droits des travailleurs, promouvoir la sécurité sur le lieu de travail et assurer la protection de tous les travailleurs, y compris les migrants, en particulier les femmes, et ceux qui ont un emploi précaire.

Cible 8.9	D'ici à 2030, élaborer et mettre en œuvre des politiques visant à développer un tourisme durable qui crée des emplois et mette en valeur la culture et les produits locaux.
Cible 8.b	D'ici à 2020, élaborer et mettre en œuvre une stratégie mondiale en faveur de l'emploi des jeunes et appliquer le Pacte mondial pour l'emploi de l'Organisation internationale du Travail.

b. Examiner les vulnérabilités liées au travail au moment de sélectionner les bénéficiaires de l'intervention

En parallèle à la définition de l'impact souhaité, l'équipe d'intervention s'accorde généralement sur les **principaux bénéficiaires de l'intervention**. Idéalement, ces informations devraient alors servir à sélectionner les **secteurs cibles** et les **zones géographiques** de l'intervention (par ex., des chaînes de valeur données).

- **Incluez la «pauvreté des travailleurs», «le chômage» et d'autres déficits de travail décent dans les critères de sélection des bénéficiaires finals.**

Certains groupes de population des zones rurales doivent faire face à des **déficits de travail décent** évidents. Sélectionnez ces groupes en tant que bénéficiaires finals d'une intervention pour faciliter l'amélioration de leur situation dans l'emploi, et donc leur contribution potentielle au développement agricole.

Énoncez explicitement les défis qu'ils doivent relever dans le domaine du travail



Voir annexe 5 - Groupes les plus défavorisés ou vulnérables dans les zones rurales et problèmes courants rencontrés

- **Au moment de sélectionner les secteurs, zones géographiques et chaînes de valeur cibles, tenez compte des informations sur les déficits de travail décent et sur le potentiel de l'intervention pour la promotion de l'emploi et du travail décent.**

Par exemple, si vous avez identifié les petites exploitations gérées par des femmes comme l'un des principaux groupes cibles de l'intervention, assurez-vous que les secteurs cibles, les zones géographiques ou les chaînes de valeur que vous sélectionnez:

- incluent de nombreuses petites exploitations gérées par des femmes;

- sont en capacité d'améliorer le travail décent en faveur des petites exploitations gérées par des femmes (par ex., puisque la productivité des femmes est actuellement faible en raison de déficits de travail décent, comme le manque de compétences, de capacités entrepreneuriales et la charge de travail excessive des femmes);
- sont compris dans une zone ou un secteur où votre institution (par ex., le Ministère de l'agriculture) est en position d'améliorer les conditions des petites exploitations gérées par des femmes par le biais de services de vulgarisation et de former des partenariats avec des institutions de protection sociale pour fournir des services de soins dans les zones rurales, et, de ce fait, réduire les contraintes de temps pesant sur les femmes.

Phase 2 – Synthèse

Utilisez la liste de contrôle (annexe 6) pour vous assurer d'avoir fait le nécessaire pour tenir compte des considérations d'emploi au moment de définir les effets souhaités et les bénéficiaires potentiels de votre intervention.



Voir annexe 6 - Liste de contrôle sur la manière d'intégrer l'emploi et le travail décent dans les zones rurales dans les effets souhaités et les bénéficiaires potentiels


Phase 3 - Mise au point de la chaîne des résultats et choix des stratégies et des programmes


Comment nous y arriverons?

Edward et Winfred poursuivent leur discussion sur l'élaboration d'un nouveau plan stratégique dans le secteur agricole.

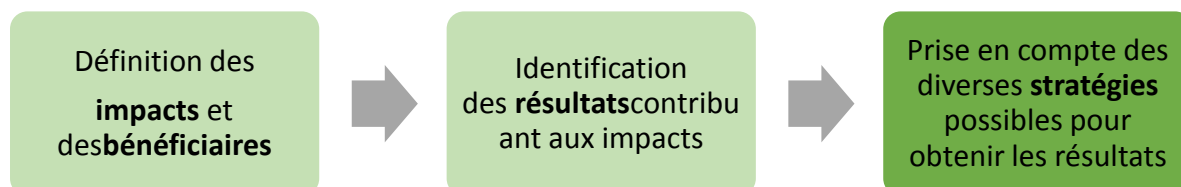
À présent que nous avons identifié les problèmes et sommes parvenus à un accord général sur l'effet souhaité et les bénéficiaires potentiels, il est l'heure de passer à la planification en tant que telle!

L'emploi des jeunes apparaîtra forcément dans la chaîne des résultats. Mais, je ne suis pas encore certain s'il s'agira d'une question transversale ou d'un résultat spécifique. Qu'en pensez-vous?

 Je pense qu'il devrait s'agir des deux. Une perspective axée sur l'emploi et le travail décent devrait être appliquée à la plupart des priorités, alors la question devrait être transversale... Que vous cherchiez à augmenter la production et la productivité de la culture de riz ou à développer le secteur de la pêche, il sera très important d'examiner les possibilités d'emploi, ainsi que les conditions de travail que ces secteurs sont en mesure d'offrir. Cependant, vous m'avez dit que l'emploi des jeunes dans l'agriculture est apparu comme un besoin spécifique et urgent à satisfaire. J'inclurais alors aussi un résultat dédié dans le plan stratégique.

 Ça me convient. Je vais proposer cette approche. Il est vrai que, par le passé, nous avons toujours mentionné la jeunesse comme une question transversale. Mais cela n'a finalement pas été une stratégie efficace pour attirer les jeunes vers le secteur. Nous devons faire mieux cette fois-ci.

Après avoir défini les effets globaux escomptés et les bénéficiaires finals, l'équipe d'intervention spécifie les **résultats qui contribueront à ces effets**. Après avoir examiné les résultats, les **différentes stratégies permettant de les atteindre** sont évaluées.



La croissance ne mène pas automatiquement à des emplois en plus grand nombre et de meilleure qualité. Un ciblage explicite des objectifs en matière d'emploi et de travail décent dans les interventions agricoles contribue à la qualité du développement agricole.

L'intégration de l'emploi et du travail décent dans cette phase de la planification stratégique suppose les étapes suivantes:

- a. Adopter une théorie du changement pour le développement agricole incluant le travail décent
- b. Inclure l'emploi et le travail décent dans les critères de sélection de stratégies et de programmes donnés

c. Adopter une approche intégrée pour la promotion de l'emploi et du travail décent dans les zones rurales

a. Adopter une théorie du changement incluant le travail décent pour le développement agricole

L'arbre à problèmes est maintenant devenu un arbre à objectifs qui permet de visualiser exactement ce qui doit être réalisé pour résoudre les problèmes. C'est là que la théorie du changement³ de votre intervention devient explicite et que la chaîne des résultats est mise au point. Voici un exemple.

Exemple d'une politique agricole intégrant des résultats spécifiques sur le plan de l'emploi et du travail décent en Tanzanie

La deuxième **Stratégie nationale de croissance et de réduction de la pauvreté** de la République-Unie de Tanzanie identifie les **moteurs de la croissance** qui contribuent à l'emploi et au travail décent.

L'agriculture, est l'un d'entre eux du fait de son potentiel à :

- générer des revenus;
- débloquer le capital humain en réduisant l'insécurité alimentaire et nutritionnelle;
- créer un emploi productif et décent pour tous, en particulier les femmes, les jeunes et les groupes défavorisés.

Pour adopter la vision de la Stratégie nationale de croissance et de réduction de la pauvreté, la Politique agricole nationale de la Tanzanie (2013) (*en anglais*) inclut une section sur l'emploi et le travail décent dans l'agriculture : [www.fao-](http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/fao_ilo/pdf/ICA_MLW_and_TZ/NATIONAL_AGRICULTURAL_POLICY-2013.pdf)

[ilo.org/fileadmin/user_upload/fao_ilo/pdf/ICA_MLW_and_TZ/NATIONAL_AGRICULTURAL_POLICY-2013.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/fao_ilo/pdf/ICA_MLW_and_TZ/NATIONAL_AGRICULTURAL_POLICY-2013.pdf) .

³ La théorie du changement est essentiellement une description complète et une illustration de la manière et des raisons pour lesquelles un changement souhaité est censé se produire dans un contexte particulier. Elle consiste notamment à élaborer ou à « combler » ce qui a été décrit comme le chaînon manquant entre ce que fait un programme ou une initiative de changement (ses activités ou interventions) et la réalisation des objectifs souhaités. Il s'agit d'identifier en premier lieu les objectifs poursuivis à long terme, puis de retravailler à partir de ces derniers afin d'identifier toutes les conditions (résultats) qui doivent être en place (et le lien de cause à effet existant entre ces éléments) pour réaliser les objectifs.

Source: [Center for Theory Of Change](http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/fao_ilo/pdf/ICA_MLW_and_TZ/NATIONAL_AGRICULTURAL_POLICY-2013.pdf)

La politique reconnaît les principaux défis liés à l'emploi et au travail décent touchant le développement agricole et identifie les priorités suivantes:

- Informations à jour, ventilées par âge et par sexe, sur les questions liées à l'emploi et à la productivité du travail dans les zones rurales.
- Activités rurales agricoles et non agricoles jouant le rôle de moteurs de la croissance et de l'innovation, représentant des emplois intéressants pour les femmes et les hommes, et conformes aux concepts de travail décent.
- Écoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage à la vie pour les jeunes (JFFLS) et associations de jeunes agriculteurs.
- Capacité à lutter contre le travail des enfants dans l'agriculture.
- Conscience des avantages de l'emploi productif des jeunes et de la prévention du travail des enfants dans l'agriculture.
- Modèles commerciaux offrant des possibilités aux petits producteurs de s'unir pour produire et développer des liens à double sens, ciblant tout particulièrement les femmes et les jeunes.
- Cadre pour l'application des lois relatives au travail pour protéger les travailleurs et les employeurs dans le secteur de l'agriculture et l'économie rurale informelle.
- Intégration de l'emploi et du travail décent dans l'agriculture dans les stratégies et les programmes en faveur du développement du secteur agricole.

Cette première étape de la phase 3 suppose l'adoption d'une théorie du changement pour l'intervention, qui prévoit explicitement la création d'emplois en plus grand nombre et de meilleure qualité dans les zones rurales parmi les résultats attendus au niveau de l'impact.

Résultats attendus au niveau de l'impact:

- Réduction de la pauvreté des travailleurs, du chômage et du sous-emploi.
- Réduction des taux de travail des enfants dans l'agriculture.
- Augmentation de l'accès des femmes et des jeunes aux emplois décents rémunérés.
- Etc.



Nous devrions identifier les points d'entrée de l'intervention pour l'emploi et le travail décent au niveau de l'impact, mais aussi au niveau des résultats et des produits.

Nous pouvons faire notre choix entre un résultat spécifique à l'emploi ou à des questions connexes reflétées dans un autre résultat plus général, en fonction du résultat prioritaire de l'analyse des problèmes et des stratégies.

Pour ce faire, dans cette étape, il faudra:

- **Identifier des résultats explicites en matière d'emploi et de travail décent**
- **Assurer un processus multipartite inclusif pour l'identification des résultats**
- **Énoncer clairement comment les résultats sur l'emploi auront une influence positive sur le développement agricole**

Nous allons approfondir l'examen de ces activités.

Identifier des résultats explicites en matière d'emploi et de travail décent	Assurer un processus multipartite inclusif pour l'identification des résultats	Énoncer clairement comment les résultats sur l'emploi auront une influence positive sur le développement agricole
---	--	---

Des emplois en plus grand nombre et de meilleure qualité sont nécessaires dans les zones rurales pour atteindre un développement agricole. équilibré et partagé.

Ceci est particulièrement vrai dans les économies caractérisées par de grandes populations rurales et une lente industrialisation, mais cela s'applique aussi dans une certaine mesure à toutes les régions en développement.

En particulier, si l'analyse des problèmes révèle que les problèmes liés à l'emploi sont une contrainte importante pour le développement agricole, l'équipe d'intervention devrait identifier les résultats ultérieurs sur le plan de l'emploi et du travail décent.

Problèmes liés à l'emploi

- Faible productivité du travail.
- Conditions de travail précaires.
- Charge de travail excessive pesant sur les femmes.
- Travail des enfants.
- Etc.

En général, un **agenda minimum** en faveur de l'emploi et du travail décent dans les zones rurales devrait inclure les objectifs suivants:

- **Renforcer la demande de travail dans les zones rurales** - Soutien à la création d'emplois en plus grand nombre (emplois indépendants et salariés, dans les secteurs agricole et non agricole), de préférence dans le secteur rural formel à productivité élevée, tout en tenant compte des problèmes de durabilité environnementale. Par exemple:
 - Promotion du développement durable de la chaîne de valeur pour soutenir la croissance de petites et moyennes entreprises et agro-industries rurales.
 - Augmentation de la demande en biens et services nationaux pour accroître la production intérieure.
- **Améliorer l'offre de main-d'œuvre dans les zones rurales** - Augmentation de l'employabilité de la main-d'œuvre rurale, de sorte qu'elle puisse avoir accès à des possibilités d'emploi plus productives et diversifiées dans les zones rurales, changer de secteur ou de sous-secteur, ou migrer et se déplacer dans des conditions justes et en connaissance de cause. Par exemple :
 - Investissement dans l'éducation et la formation pour améliorer les compétences
 - Amélioration des systèmes d'information sur le marché du travail et les services de placement
- **Améliorer les conditions de travail dans les professions existantes** - Amélioration de la situation de travail de l'ensemble de la main-d'œuvre (y compris la plupart des petits producteurs), qui restera dans l'agriculture et l'économie informelle à court et à moyen terme. Par exemple:
 - En reliant les politiques relatives à l'emploi, à l'agriculture et à la protection sociale.
 - En ratifiant et en appliquant les conventions pertinentes de l'OIT de sorte qu'elles soient respectées dans les zones rurales.
 - En soulignant les possibilités de diversification pour la production ou la transformation.
 - En encourageant les innovations technologiques et sociales.
 - En favorisant des investissements et des modèles commerciaux agricoles responsables, y compris l'agriculture contractuelle responsable.
 - En améliorant l'organisation des travailleurs dans l'économie informelle rurale, en incluant les producteurs afin de mieux participer au dialogue politique et social

Identifier des résultats explicites en matière d'emploi et de travail décent	Assurer un processus multipartite inclusif pour l'identification des résultats	Énoncer clairement comment les résultats sur l'emploi auront une influence positive sur le développement agricole
--	---	---

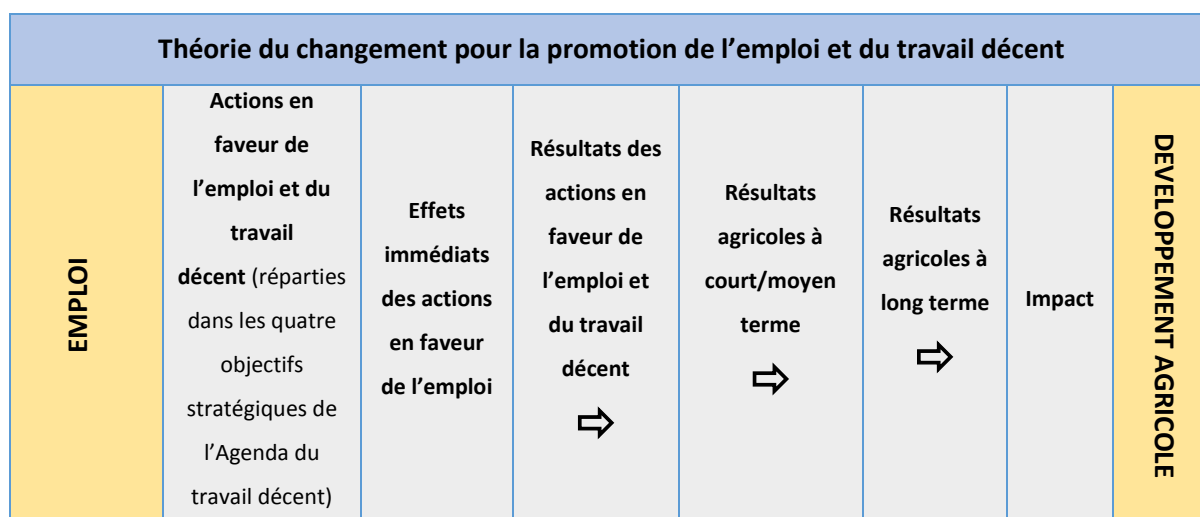
Les organisations représentant les **droits des travailleurs vulnérables** (par ex., les organisations de producteurs et les groupes de femmes) n'ont pas toujours une forte représentation dans le dialogue politique. **Il est important de modérer la dynamique du pouvoir entre les parties prenantes inégales afin de garantir leur participation effective.**

L'équipe d'intervention peut encourager la participation de diverses manières:

- collecte d'éléments de preuve pour préparer des arguments en faveur de l'emploi et du travail décent dans les zones rurales;
- création de coalitions avant les consultations;
- recrutement d'un facilitateur professionnel ayant de l'expérience dans la recherche de consensus pour les questions sensibles;
- soutien proposé aux groupes les plus faibles, afin qu'ils puissent participer aux négociations.

Identifier des résultats explicites en matière d'emploi et de travail décent	Assurer un processus multipartite inclusif pour l'identification des résultats	Énoncer clairement comment les résultats sur l'emploi auront une influence positive sur le développement agricole
--	--	--

Un graphique peut donner une représentation visuelle des changements que les interventions axées sur l'emploi pourraient amener en matière de développement agricole et de leur séquençage (à court et à long terme).



La promotion du travail décent tenant compte des quatre objectifs de l'Agenda contribue à un développement agricole plus inclusif en activant les circuits de l'investissement, les effets multiplicateurs et les progrès en termes d'équité.



Activation des circuits de l'investissement, des effets multiplicateurs et des progrès en termes d'équité

- Le plus grand nombre de possibilités d'emplois salariés et de travail indépendant dans les zones rurales génèrent une augmentation des dépenses de revenus et de l'épargne, ce qui déclenche à son tour un effet multiplicateur et d'investissement dans l'économie rurale, les ménages ruraux investissant davantage dans l'éducation, la santé et la formation.
- L'augmentation de la productivité de la main-d'œuvre et du rendement des actifs (profits) des micro-, petites et moyennes agro-entreprises (MPME) et des propriétaires d'actifs (y compris les petits exploitants) entraîne un réinvestissement des profits et de l'épargne, ce qui déclenche un circuit d'investissement favorable au développement agricole et à la production alimentaire. L'augmentation des dépenses par ce groupe génère des effets multiplicateurs, alors que leur plus grande sensibilisation à la responsabilité sociale et aux normes du travail déclenche des circuits de progrès/d'équité.
- Une augmentation des salaires (résultant d'une plus grande productivité de la main-d'œuvre et de l'amélioration du dialogue social) entraîne une augmentation des dépenses (y compris pour l'achat de meilleurs produits

agricoles, ce qui à son tour augmente la productivité agricole), ce qui amorce un effet multiplicateur et davantage d'investissements des foyers ruraux dans l'éducation, la santé et la formation, générant ainsi des progrès en termes d'équité.

- Une augmentation de la diversification des moyens de subsistance, de la formalisation et de la stabilité de l'emploi et de l'accès à la protection sociale favorise la stabilité des revenus, ce qui déclenche des circuits d'investissement, de multiplication et de progrès.
- Une meilleure application des normes du travail dans les zones rurales et des normes plus strictes de gouvernance issues du dialogue social engendrent une augmentation de la protection, de l'autonomisation et de la satisfaction des travailleurs ruraux, une plus grande fiabilité de l'offre de main-d'œuvre (contribuant au développement des MPME), ce qui génère des progrès des progrès en termes d'équité et réduit la migration de détresse, les pénuries de main-d'œuvre et la rotation des emplois.



Reportez-vous à la **leçon 1** pour en savoir plus sur l'Agenda du travail décent et ses quatre objectifs.

Rappelez-vous qu'une relation efficace entre le travail décent et le développement agricole dépend aussi de progrès plus vastes dans le développement rural.

Les éléments suivants sont particulièrement pertinents pour la promotion de l'emploi productif et du travail décent dans les zones rurales:

- Augmentation des investissements dans le développement de la filière agro-alimentaire;
- Développement du secteur privé et diversification de l'économie;
- Augmentation de l'accès de la population rurale aux services d'éducation et de santé, ainsi qu'à la protection sociale.

b. Inclure l'emploi et le travail décent dans les critères de sélection de stratégies et de programmes donnés

Après avoir examiné et convenu des résultats, l'équipe d'intervention **envisagera les différentes stratégies** possibles pour les obtenir et **sélectionnera la plus pertinente**.

Pour ce faire, il faudra tenir compte:

- **des effets sur l'emploi de toutes les stratégies alternatives**

Il est important de **tenir compte des effets de toutes les stratégies envisagées sur l'emploi**, que des résultats explicites sur l'emploi soient inclus ou pas dans la chaîne de résultats. Il est largement reconnu que l'emploi est un mécanisme de transmission important permettant aux réformes politiques d'avoir un effet sur les parties prenantes, en particulier les plus pauvres. Toute réforme politique ou tout programme sectoriel affectant la structure du marché du travail (par ex., la demande de main-d'œuvre, en particulier dans les secteurs employant les personnes pauvres) est susceptible d'avoir un impact sur le bien-être des ménages à bas revenu.

L'effet peut agir à la fois sur:

- la quantité (nombre d'emplois);
- la qualité (par ex., le niveau des salaires et le type de contrats).

Les effets peuvent être:

- positifs (par ex., des emplois en plus grand nombre et mieux rémunérés);
- négatifs (par ex., augmentation de la charge de travail des femmes, pertes d'emplois dans certains sous-secteurs)

- **des risques liés au travail associés à la mise en œuvre de stratégies alternatives**

Les principaux **risques liés au travail** associés aux interventions en faveur du développement agricole et rural ont à voir avec:

- la délocalisation de l'emploi;
- l'augmentation des inégalités et de la vulnérabilité;
- la détérioration des conditions de travail;
- la violation des droits des travailleurs.



Le travail décent dans les Directives relatives à la gestion environnementale et sociale de la FAO

En 2015, la FAO a adopté les Directives relatives à la gestion environnementale et sociale (en anglais), www.fao.org/3/a-i4413e.pdf, afin d'orienter l'examen environnemental et social de tous ses projets. Le travail décent fait partie des normes environnementales et sociales (norme NES no 7).

La norme no 7, traitant du travail décent, prévoit que tous les projets de la FAO:

- favorisent des actions directes visant à encourager l'emploi rural décent;

- encouragent le traitement équitable, la non-discrimination et l'égalité des chances pour tous les travailleurs;
- protègent et aident les travailleurs, en particulier les catégories de travailleurs défavorisés et vulnérables;
- encouragent l'application des normes internationales du travail dans l'économie rurale, y compris la prévention et l'élimination du travail des enfants dans l'agriculture.

Accordez une valeur importante aux stratégies dont les effets sont positifs sur le nombre et la qualité des emplois dans les zones rurales.

Il y aura nécessairement des compromis à envisager, en particulier entre la création d'un plus grand nombre d'emplois et l'amélioration de la qualité des emplois existants ou entre des approches à forte intensité de main-d'œuvre et l'adoption de technologies réduisant les besoins en main-d'œuvre, par exemple pour réduire la charge de travail des femmes. Ces compromis doivent être contextualisés, mais **ne doivent jamais être faits aux dépens** du respect, de la protection et de la promotion **des droits de l'homme**.



Tous les emplois devraient toujours garantir un ensemble minimum de normes du travail décent, notamment un revenu de subsistance.

Les gouvernements, en collaboration avec le secteur privé et la société civile, doivent trouver ou encourager les **stratégies** les plus adaptées pour intégrer les objectifs **qualitatifs** (normes élevées) et quantitatifs (plein emploi) liés à l'emploi.


Exemple

Pas seulement des compromis, mais aussi des complémentarités

De nombreuses complémentarités sont possibles entre les interventions visant à créer des emplois et à améliorer la productivité de la main-d'œuvre et celles ciblant la qualité des emplois, à savoir:

- une plus grande sécurité de l'emploi augmente la motivation des travailleurs et améliore la productivité ;
- une diminution de la rotation augmente la capacité des travailleurs à mieux apprendre sur le tas et rend plus acceptables les demandes d'augmentation de la productivité et de modernisation.

c. Adopter une approche intégrée pour la promotion de l'emploi et du travail décent

 Pensez à adopter une approche intégrée pour le développement durable qui s'intéresse aux dimensions économique, environnementale et sociale. Tandis que les questions de l'emploi sont présentes dans les trois dimensions, elles sont particulièrement importantes pour garantir le progrès en matière de développement social.

Les **différentes stratégies sélectionnées** pour obtenir les résultats convenus forment l'essentiel de votre intervention et **détermineront les affectations budgétaires** au sein du programme.

Pour correctement intégrer les considérations d'emploi et de travail décent, les actions suivantes sont recommandées:

- **Adopter une approche intégrée tenant compte des quatre piliers du travail décent;**
- **Sélectionner des interventions adaptées à votre contexte rural;**
- **Adopter de bonnes pratiques reconnues et des approches efficaces;**
- **Encourager des partenariats pour renforcer la cohérence des politiques et obtenir des résultats;**
- **Faire les changements organisationnels nécessaires.**

Nous allons approfondir l'analyse de ces activités.

Adopter une approche intégrée tenant compte des quatre piliers du travail décent	Sélectionner des interventions adaptées à votre contexte rural donné	Adopter de bonnes pratiques reconnues et des approches efficaces	Encourager des partenariats pour renforcer la cohérence des politiques et obtenir des résultats	Faire les changements organisationnels nécessaires
---	--	--	---	--

Afin de garantir la réussite de l'approche, toutes les interventions à grande échelle ou dans l'ensemble du secteur devraient comprendre et budgétiser les **activités essentielles suivantes recommandées en faveur de l'emploi et du travail décent**.

Évaluation: Évaluations de l'emploi et du travail décent axées, le cas échéant, sur un sous-domaine ou une chaîne de valeur donnés de l'emploi et du travail décent (par ex., le travail des enfants).

Développement des capacités: Activités de développement des capacités liées à l'emploi et au travail décent, se rapportant aux:

- aspects qualitatifs et quantitatifs du travail;
- secteurs public et privé (y compris les organisations de producteurs et les autorités publiques locales);
- acteurs de l'emploi (par ex., Ministère de l'agriculture, inspection du travail) et acteurs de l'agriculture (par ex., Ministère de l'agriculture, services de vulgarisation).

Engagement des jeunes: Activités spécifiques en faveur de l'engagement des jeunes dans le développement agricole, par exemple:

- développement des capacités et mentorat;
- aide à l'entrepreneuriat;
- accès aux financements, aux terres, aux outils de production, aux marchés, aux organisations de producteurs et aux informations sur le marché du travail.

Autonomisation des femmes: Exemples d'activités spécifiques pour faciliter l'autonomisation économique des femmes rurales:

- développement des compétences, y compris un accès plus équitable aux services de vulgarisation, à l'enseignement technique et professionnel et à la formation;
- aide à l'entrepreneuriat;
- accès à des financements, des terres, des outils de production, des marchés, des services de soutien (garde d'enfants et protection sociale) et des groupes de coopération.

Conditions de travail: Des activités spécifiques visant à améliorer les conditions de travail dans le secteur agricole, en mettant l'accent sur les groupes les plus vulnérables:

- travailleurs migrants, ainsi que réfugiés et personnes déplacées;
- enfants et adolescents;
- populations autochtones;

- petits agriculteurs de subsistance, pêcheurs, chasseurs, éleveurs et bergers;
- travailleurs agricoles et autres travailleurs salariés dans l'économie informelle, y compris les travailleurs saisonniers et occasionnels;
- soldats démobilisés; personnes infectées et affectées par le VIH et le sida;
- personnes âgées et handicapées;
- personnes non qualifiées, sans terres, pauvres.

Environnement politique: Des activités spécifiques pour améliorer l'environnement institutionnel et politique pour la promotion du travail décent dans l'agriculture.

L'Agenda du travail décent comprend un éventail de priorités qui reposent sur les quatre piliers définis par l'Organisation internationale du Travail (OIT).



La prise en considération de tous les quatre piliers du travail décent est capitale.

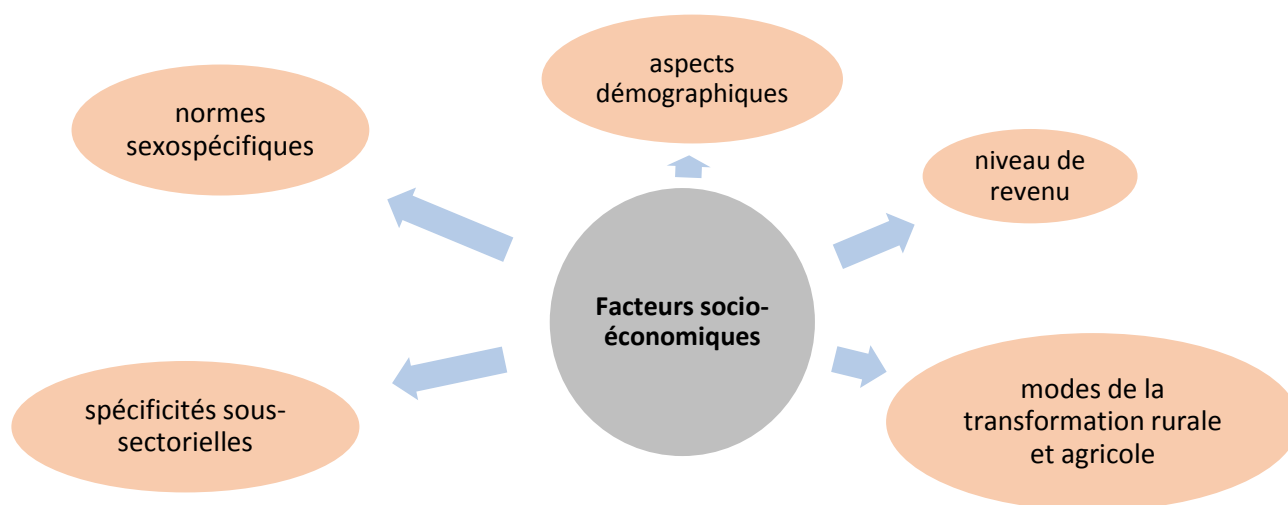
Naturellement, chaque intervention donnée reflétera les contextes nationaux et locaux, tenant compte des différents degrés de développement et de la capacité du pays. La portée d'une intervention peut aussi être très spécifique. Cela ne devrait cependant pas compromettre la nature intégrée du travail décent.



Voir annexe 7 - Exemples d'actions en faveur de l'emploi et du travail décent relevant des quatre piliers de l'Agenda du travail décent

Adopter une approche intégrée tenant compte des quatre piliers du travail décent	Sélectionner des interventions adaptées à votre contexte rural donné	Adopter de bonnes pratiques reconnues et des approches efficaces	Encourager des partenariats pour renforcer la cohérence des politiques et obtenir des résultats	Faire les changements organisationnels nécessaires
--	---	--	---	--

La sélection de mesures en faveur de l'emploi et du travail décent doit être adaptée à chaque contexte, en fonction des facteurs socio-économiques nationaux, régionaux et locaux prévalant là où une intervention donnée est déployée.



Voir annexe 8 - Options stratégiques en faveur de l'emploi et du travail décent dans les zones rurales dans trois mondes ruraux

Adopter une approche intégrée tenant compte des quatre piliers du travail décent	Sélectionner des interventions adaptées à votre contexte rural donné	Adopter de bonnes pratiques reconnues et des approches efficaces	Encourager des partenariats pour renforcer la cohérence des politiques et obtenir des résultats	Faire les changements organisationnels nécessaires
--	--	---	---	--

Donnez priorité aux **bonnes pratiques pertinentes déjà** identifiées par votre pays ou région et intensifiez-les.

Consultez des **spécialistes techniques**, y compris ceux des bureaux nationaux ou régionaux de l'OIT ou de la FAO.

Les spécialistes techniques peuvent apporter un soutien supplémentaire pour identifier les meilleures solutions à un problème donné. En particulier, la FAO encourage la coopération Sud-Sud

et triangulaire pour atteindre la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et l'agriculture durable.



Voir annexe 9 - Référentiel utile des bonnes pratiques relatives au travail décent

Adopter une approche intégrée tenant compte des quatre piliers du travail décent	Sélectionner des interventions adaptées à votre contexte rural donné	Adopter de bonnes pratiques reconnues et des approches efficaces	Encourager des partenariats pour renforcer la cohérence des politiques et obtenir des résultats	Faire les changements organisationnels nécessaires
--	--	--	--	--

La promotion de l'emploi et du travail décent est un continuum nécessitant une bonne **cohérence** entre **la politique agricole** et **tous les domaines politiques contribuant** au développement agricole et rural, à savoir:

- emploi;
- protection sociale;
- développement des jeunes et des femmes;
- développement du secteur privé/des entreprises et du commerce;
- ressources naturelles et gestion des écosystèmes;
- migration et envois de fonds;
- éducation;
- nutrition.



Certains problèmes doivent aussi être traités ensemble afin d'obtenir un impact.

Par exemple, le développement des compétences entrepreneuriales des jeunes ne leur garantira pas un accès à des emplois de bonne qualité sans la mise en place d'un environnement favorable au développement commercial dans les zones rurales et sans le soutien de l'accès des jeunes aux ressources financières et productives!



Établissement de liens entre la protection sociale et l'emploi et la promotion du travail décent pour un développement agricole qui profite à tous

Les programmes de protection sociale peuvent couvrir les besoins élémentaires des pauvres des zones rurales, car ils favorisent l'accès à la nourriture et aux biens de consommation élémentaires, et peuvent aussi améliorer les investissements dans le capital humain et les zones rurales. Il est clairement établi que la protection sociale augmente les options de la main-d'œuvre et encourage de nombreux bénéficiaires à consacrer du temps à travailler sur leur propre exploitation agricole ou à des activités professionnelles non agricoles, plutôt que d'accepter, faute de mieux, un emploi salarié occasionnel dans le secteur agricole.

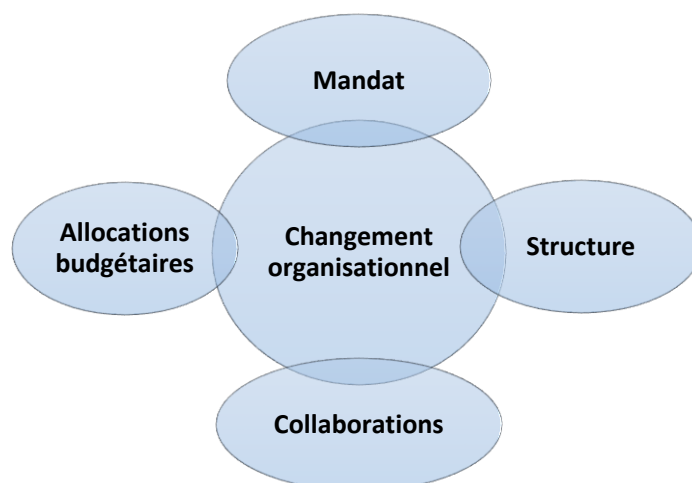
Cela vaut en particulier pour les programmes d'assistance sociale qui sont financés par l'impôt: transferts ayant un rôle «d'assistance sociale», réduisant l'incidence ou la gravité de la pauvreté chronique. Les programmes les plus courants sont les suivants:

1. transferts en espèces non assortis de conditions, autrement dit les programmes qui distribuent des aides en espèces, des bons ou des dons en nature (comme de la nourriture) sans aucune contrepartie de la part des bénéficiaires;
2. transferts conditionnels en espèces, qui sont identiques à la catégorie susmentionnée, à ceci près que les bénéficiaires doivent respecter certaines conditions, souvent axées sur l'amélioration de l'éducation des enfants;
3. programmes de travaux publics, également appelés «argent ou vivres contre travail» ou programmes d'emploi garanti, qui exigent des bénéficiaires qu'ils fournissent un travail afin de créer ou de conserver des biens de production au profit du ménage ou de la communauté.

Source: FAO (2015). La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture. Protection sociale et agriculture: briser le cercle vicieux de la pauvreté rurale. www.fao.org/3/a-i4910f.pdf

Adopter une approche intégrée tenant compte des quatre piliers du travail décent	Sélectionner des interventions adaptées à votre contexte rural donné	Adopter de bonnes pratiques reconnues et des approches efficaces	Encourager des partenariats pour renforcer la cohérence des politiques et obtenir des résultats	Faire les changements organisationnels nécessaires
--	--	--	---	---

Pour une théorie du changement incluant le travail décent, il est possible qu'il soit nécessaire que les ministères responsables et d'autres parties prenantes concernées introduisent quelques **changements organisationnels**. Ces changements peuvent concerner le mandat, la structure, les collaborations ou les allocations budgétaires



Planifiez à temps les changements organisationnels qui seront peut-être nécessaires, afin de garantir que les aspects de l'emploi sont correctement abordés pendant la mise en œuvre!

Examinons quelques exemples de **changements organisationnels** au sein du Ministère de l'agriculture susceptibles d'améliorer le travail décent.

- Augmentation des ressources affectées à l'emploi et au travail décent
- Développement des capacités pour renforcer les compétences et les connaissances du personnel
- Création de postes, unités et services réguliers en faveur de l'emploi et du travail décent

- Formulation explicite de l'emploi et du travail décent dans la vision/mission du Ministère de l'agriculture
- Adoption d'une stratégie et d'un plan opérationnel de longue durée visant à améliorer l'emploi et le travail décent ou intégration de ces questions dans les stratégies et les plans d'action du Ministère de l'agriculture
- Formation d'un partenariat formel pour la promotion de l'emploi et du travail décent (par exemple **Créez un partenariat formel** avec le Ministère du travail, responsable de l'intégration du travail décent dans l'ensemble des secteurs)
- Participation à un comité national s'occupant de l'emploi et du travail décent (par exemple **Participez à un comité national** sur le travail des enfants ou un comité sur l'emploi des jeunes)

L'exemple du Brésil

En 2009, le Brésil a créé par décret un **Comité exécutif interministériel pour l'Agenda national du travail décent**. Les *Ministério da Agricultura, Pecuária e Abastecimento* et *Ministério do Desenvolvimento Agrário* siègent au comité.

Un **sous-comité dédié à la politique des jeunes** a également été créé pour assurer la coordination sur des questions touchant les jeunes. Le sous-comité a coordonné l'élaboration de l'Agenda national pour le travail décent des jeunes, présenté en juillet 2011, et qui accorde une priorité élevée à l'emploi, au travail décent et à la contribution de l'agriculture familiale.

Phase 3 – Synthèse

Utilisez la liste de contrôle (annexe 10) pour vous assurer d'avoir fait le nécessaire pour intégrer les considérations d'emploi et de travail décent dans la chaîne de résultats de votre intervention.




Voir annexe 10 - Liste de contrôle pour intégrer l'emploi et le travail décent dans les zones rurales dans la chaîne des résultats et pour sélectionner des stratégies et des programmes


Phase 4 - Sommes-nous en voie d'atteindre les résultats attendus?


Système de suivi et d'évaluation

Comment pouvons-nous savoir que nous sommes en bonne voie pour atteindre les résultats?

Edward et Winfred poursuivent leur discussion sur l'élaboration d'un nouveau plan stratégique dans le secteur agricole.

 *J'étais en train d'examiner les indicateurs à inclure dans le système de suivi et d'évaluation du plan stratégique pour le secteur agricole. Pensez-vous que l'emploi des jeunes serait un bon indicateur?*

 *Il s'agit en effet d'une référence utile. Mais les taux de chômage sont souvent extrêmement faibles, surtout dans les zones rurales. Nous devons faire la distinction entre l'emploi dans l'économie formelle et dans l'économie informelle afin d'avoir une idée plus précise. Le problème dans les zones rurales est aussi un problème de sous-emploi, ainsi que les mauvaises conditions de travail et les faibles niveaux de revenu, mais aussi que les personnes restent pauvres malgré leur travail.*

 *Intéressant. Nous pourrions aussi réfléchir à un indicateur pour le nombre de micro- et petites entreprises déclarées dans les zones rurales.*

Il n'y a pas suffisamment d'emplois pour que les jeunes du monde rural trouvent un emploi salarié dans le secteur formel. Certains d'entre eux doivent gagner en autonomie pour devenir des créateurs d'emplois!

Pendant cette phase, la chaîne des résultats est reconfirmée et le système de suivi est mis en place, en précisant les **indicateurs**, les **cibles** et les **moyens de vérification**. Le système de suivi et d'évaluation permet à votre équipe d'intervention d'assurer le **suivi des résultats**. Il accompagne aussi la réflexion critique pour la prise de **mesures correctives**, si besoin est, et permet de tirer des enseignements pour les interventions futures.

Il est essentiel d'intégrer les considérations d'emploi et de travail décent dans le système de suivi et d'évaluation pour confirmer les engagements pris dans les phases antérieures de la planification

stratégique. Autrement dit, **si la création d'emplois et le travail décent sont des priorités, ils devraient aussi servir de mesure de la réussite.**

L'intégration de l'emploi et du travail décent dans cette phase de la planification stratégique suppose les étapes suivantes:

- a. Choisir des indicateurs et des objectifs pertinents pour l'emploi et le travail décent
- b. Élaborer un plan détaillé de suivi et d'évaluation pour répondre aux besoins d'informations sur l'emploi et le travail décent
- c. Adopter des stratégies d'atténuation pour combler le manque de données suffisamment désagrégées sur l'emploi et le travail décent

a. Choisir des indicateurs et des objectifs pertinents pour l'emploi et le travail décent

Impliquez les acteurs du travail et de l'agriculture dans la sélection et le suivi des indicateurs et des objectifs	Incluez des indicateurs spécifiques de l'emploi et du travail décent	Énoncez clairement les groupes cibles et améliorez la ventilation des données	Énoncez clairement les dimensions «emploi» d'indicateurs non liés à l'emploi
--	--	---	--

Les principales parties prenantes doivent se mettre d'accord sur les indicateurs et les objectifs afin d'en favoriser l'appropriation.

Acteurs agricoles	Acteurs du travail
Ministère de l'agriculture, organisations de producteurs, entreprises agro-alimentaires, services de vulgarisation, etc.	Ministère du travail, Ministères responsables des questions de genre et de la protection sociale, service d'inspection du travail, organisations de travailleurs, etc.



Veillez à ce que les principaux **acteurs agricoles** et du **travail** soient impliqués et approuvent l'ensemble d'indicateurs choisis.

Impliquez les acteurs du travail et de l'agriculture dans la sélection et le suivi des indicateurs et des objectifs	Incluez des indicateurs spécifiques de l'emploi et du travail décent	Énoncez clairement les groupes cibles et améliorez la ventilation des données	Énoncez clairement les dimensions «emploi» d'indicateurs non liés à l'emploi
---	---	---	--

Les indicateurs sélectionnés devraient garantir l'évaluation des caractéristiques **quantitatives** et **qualitatives**:

Aspects quantitatifs de la création d'emplois.	⇒	nombre d'emplois créés
Améliorations qualitatives des conditions de travail.	⇒	amélioration de la stabilité des contrats, diminution des taux de travail des enfants dans l'agriculture, etc.



Voir annexe 11 - Liste des indicateurs possibles de l'emploi et du travail décent par principal domaine d'intervention et niveau de résultat

Impliquez les acteurs du travail et de l'agriculture dans la sélection et le suivi des indicateurs et des objectifs	Incluez des indicateurs spécifiques de l'emploi et du travail décent	Énoncez clairement les groupes cibles et améliorez la ventilation des données	Énoncez clairement les dimensions «emploi» d'indicateurs non liés à l'emploi
---	--	--	--

Il est important de **ventiler** les indicateurs et les objectifs par sexe et par âge. Les indicateurs devraient permettre d'évaluer les effets d'une intervention sur les groupes cibles défavorisés dans le monde du travail:

- jeunes;
- femmes;
- travailleurs migrants;
- populations autochtones;

- travailleurs occasionnels;
- personnes handicapées;
- travailleurs sans terres;
- petits exploitants.



Groupes d'âge

Les groupes d'âge à surveiller de plus près sont les suivants:

- enfants (**5 à 17 ans**);
- jeunes ayant atteint l'âge légal pour travailler, mais âgés de moins de 18 ans (**14/15 à 17 ans**);
- jeunes (**15 à 24 ans** et/ou **15 à 35 ans** en fonction de la définition du pays);
- adultes (**18 à 60 ans**);
- personnes âgées (**≥ 60 ans**).

Impliquez les acteurs du travail et de l'agriculture dans la sélection et le suivi des indicateurs et des objectifs	Incluez des indicateurs spécifiques de l'emploi et du travail décent	Énoncez clairement les groupes cibles et améliorez la ventilation des données	Énoncez clairement les dimensions «emploi» d'indicateurs non liés à l'emploi
---	--	---	---

Un suivi et évaluation inclusif sur le travail décent ne se traduit pas nécessairement en un nombre élevé d'indicateurs dans le cadre logique de suivi.

Il est parfois nécessaire de **reformuler les indicateurs existants** (plutôt que d'en créer de nouveaux), conformément à la théorie du changement incluant le travail décent.

Dans cet exemple, la reformulation d'un indicateur vous permettrait d'intégrer des considérations de l'emploi sans avoir à ajouter un nouvel indicateur.

Examinons l'indicateur:

Nombre de rapports statistiques sur les données agro-industrielles produits et diffusés au cours des trois premières années de mise en œuvre.

L'indicateur pourrait mentionner explicitement que les rapports statistiques incluront aussi des **données sur l'emploi** (nombre d'emplois ventilés par sexe et par âge, salaires, etc.) et, par exemple, ajouter des **sections spéciales sur les femmes et les jeunes**.

b. Élaborer un plan détaillé de suivi et d'évaluation pour répondre aux besoins d'informations sur l'emploi et le travail décent

Les informations du suivi et de l'évaluation incluses dans le cadre logique s'intéressent généralement aux indicateurs, bases de référence, cibles et moyens de vérification. Cela ne suffit pas toujours pour servir de fondement à un système de suivi et d'évaluation adéquat.

Il est préconisé d'élaborer un plan de suivi et d'évaluation plus détaillé énonçant des besoins d'information supplémentaires et précisant:

- les méthodes de collecte de données;
- la fréquence;
- les responsabilités.

Cette recommandation est d'ordre général et ne s'applique pas uniquement aux considérations d'emploi et de travail décent.

Afin d'intégrer l'emploi et le travail décent dans le plan de suivi et d'évaluation, il est particulièrement important de:

- **Toujours créer une base de référence;**
- **Utiliser des méthodes qualitatives pour recueillir des informations sur le POURQUOI et le COMMENT;**
- **Surveiller les effets sur l'emploi et le travail décent.**

Nous allons approfondir l'analyse de ces activités.

Toujours créer une base de référence	Utiliser des méthodes qualitatives pour recueillir des informations sur le POURQUOI et le COMMENT	Surveiller les incidences sur l'emploi et le travail décent
---	---	---

Une **base de référence** fournit les repères permettant de faire le suivi des changements relatifs à l'emploi et au travail décent au fil du temps, puis de les évaluer à la fin.

Les informations disponibles sur les marchés du travail en zone rurale sont souvent peu nombreuses et ne sont pas correctement ventilées. Il est important d'essayer d'inclure dans le plan de suivi et d'évaluation les informations les plus pertinentes disponibles.



Afin d'accéder aux informations et données disponibles, les consultations peuvent se dérouler auprès des bureaux de la statistique, **des divisions de la statistique agricole et des observatoires du marché du travail.**

Toujours créer une base de référence	Utiliser des méthodes qualitatives pour recueillir des informations sur le POURQUOI et le COMMENT	Surveiller les incidences sur l'emploi et le travail décent
--------------------------------------	--	---

Le suivi d'indicateurs (quantitatifs et qualitatifs) est assurément un outil puissant pour suivre les changements. Cependant, les réponses aux questions «**pourquoi**» et «**comment**» ces changements ont eu lieu restent souvent vagues. .



Afin de mieux comprendre le «pourquoi» et le «comment», il est utile de **faire une analyse qualitative des perceptions des bénéficiaires** des services et produits offerts par le programme ou des risques particuliers à surveiller.
Cette évaluation supplémentaire devrait être incluse dans le plan de suivi et d'évaluation

Quels aspects doivent faire l'objet d'un suivi?

Si vous n'êtes pas sûr de savoir quels sont les aspects qui requièrent un suivi plus précis, les **risques et les hypothèses du cadre logique peuvent vous aider.**

Il sera peut-être utile de collecter des informations critiques liées au travail sur:

- les perceptions relatives au travail des enfants, aux dangers et aux risques dans l'agriculture;
- les perceptions, les besoins et les aspirations des jeunes vivant dans le monde rural;
- l'intérêt et les contraintes auxquels les MPME font face lors de la formalisation et la garantie du salaire minimum et d'autres normes du travail;
- les priorités et les perceptions des dirigeants et des membres des organisations de producteurs, en ce qui concerne l'inclusion des femmes et des jeunes;
- les capacités des services de vulgarisation et leur connaissance des aspects de l'emploi et du travail décent.


Aspect à surveiller de plus près



Nous avons eu, l'an dernier, le cas d'un programme visant à créer des emplois pour les femmes dans le secteur rural non agricole, principalement dans le marketing et les petites

entreprises de transformation agro-alimentaire. L'hypothèse de départ était que cela améliorerait la nutrition.

 L'hypothèse est intéressante! A-t-elle été vérifiée?

 L'évaluation à mi-parcours n'a révélé aucune incidence positive sur la nutrition, malgré l'augmentation des revenus des femmes! Nous avons dû analyser les perceptions des femmes assez tardivement dans le calendrier du programme. Cette analyse nous a permis de découvrir que les contraintes de temps des femmes entraînaient des déficits de soins et compromettaient les résultats sur le plan de la nutrition. Nous avons été en mesure de prendre des mesures correctives, mais si nous avions mieux suivi le processus, nous aurions pu intervenir plus tôt.

Toujours créer une base de référence	Utiliser des méthodes qualitatives pour recueillir des informations sur le POURQUOI et le COMMENT	Surveiller les incidences sur l'emploi et le travail décent
--------------------------------------	---	--

Vous devriez suivre les effets sur l'emploi et le travail décent, indépendamment du fait que votre intervention inclut ou pas des résultats spécifiques sur l'emploi.

Les résultats non spécifiques à l'emploi (par ex., intensification de l'agriculture) **peuvent avoir des effets positifs ou négatifs sur l'emploi** (par ex., détérioration des conditions de travail, augmentation de la charge de travail pour les femmes, augmentation du travail des enfants).

Compte tenu des ressources limitées disponibles pour le suivi et l'évaluation:

- **Établissez** les effets sur l'emploi et le travail décent qui sont considérés prioritaires et suivez-les.
- **Mettez l'accent sur la violation des droits des travailleurs**, problème répandu dans le secteur agricole avec de grandes lacunes de connaissances.



Violation des droits des travailleurs

Des exemples de violation des droits des travailleurs

courants dans le contexte de l'agriculture et du monde rural sont notamment:

- les pires formes de travail des enfants (par ex., le travail dangereux des enfants);
- le travail forcé et la discrimination fondée sur le sexe (inégalités dans l'accès des travailleuses à la formation et aux ressources productives);

- la violation des droits relatifs aux contrats, aux salaires et aux conditions de vie des migrants et des travailleurs agricoles salariés occasionnels.

c. Adopter des stratégies d'atténuation pour combler le manque de données suffisamment désagrégées sur l'emploi et le travail décent

Attendez-vous à une quantité limitée de données et d'informations sur l'emploi et le travail décent dans les zones rurales et élaborez les stratégies d'atténuation correspondantes

Utilisez l'emploi et le travail décent comme un critère d'évaluation défini ou en tant que dimension d'évaluations plus larges des incidences sur les revenus, les actifs et l'autonomisation des personnes rurales

L'emploi dans les zones rurales est caractérisé par:

- une multiplicité des professions;
- la saisonnalité;
- des emplois irréguliers;
- une grande hétérogénéité des moyens de subsistance dans le monde rural.

Cela se solde par une **pénurie courante de statistiques fiables sur le travail pour les zones rurales** dans les pays en développement, en particulier les pays à bas revenu.

Lorsque les données sur le marché du travail ne suffisent pas pour tirer des conclusions claires sur la situation du travail dans les zones rurales, et lorsque les ressources le permettent, il peut être utile de **réaliser une enquête**.



Réalisation d'une enquête

La meilleure approche à adopter pour la réalisation d'une enquête est d'adjoindre un **module spécifique à une enquête auprès des ménages existante**, par exemple :

- une enquête sur le budget des ménages;
- une enquête sur la main-d'œuvre;
- une étude sur la mesure des niveaux de vie.

Vous pouvez aussi organiser une **enquête ponctuelle** sur un échantillon représentatif de la population rurale.

Il est aussi recommandé d'**effectuer une analyse qualitative** de l'emploi et du travail décent (par ex., des études de cas sur des priorités données sur le plan du travail décent).



Les enquêtes et les études ponctuelles peuvent être efficaces pour générer des connaissances sur les questions d'emploi et de travail décent dans le domaine d'intervention.

Cependant, à long terme, il faut utiliser des **systèmes robustes d'information sur le marché du travail national, les informations étant ventilées** par localisation urbaine/rurale, âge et sexe, en tenant compte des spécificités des zones rurales.

Il est donc capital que les pays en développement et leurs partenaires pour le développement investissent dans:

- des stratégies nationales pour la collecte de données;
- des capacités nationales pour produire et analyser en temps voulu des bases de données de grande qualité..



Voir annexe 12 - Principales exigences techniques des enquêtes liées à l'emploi et au travail décent dans les zones rurales

Attendez-vous à une quantité limitée de données et d'informations sur l'emploi et le travail décent dans les zones rurales et élaborez les stratégies d'atténuation correspondantes

Utilisez l'emploi et le travail décent comme un critère d'évaluation défini ou en tant que dimension d'évaluations plus larges des incidences sur les revenus, les actifs et l'autonomisation des personnes rurales

Il est utile d'inclure l'emploi et le travail décent en tant que **critère d'évaluation spécifique** afin de:

- mesurer les **changements** liés à l'emploi et au travail décent **prévus** dans le cadre logique;
- comprendre l'ensemble des **effets** positifs et négatifs sur le travail d'une **intervention**, y compris les effets involontaires ;
- renforcer l'ensemble des **connaissances sur les marchés du travail et les conditions de travail dans le monde rural**.

Vous pourrez vous apercevoir que la réduction de la pauvreté rurale n'intervient pas comme prévu ou que l'exploitation des enfants dans l'agriculture dans les zones ciblées a énormément augmenté!

Les **résultats** inclus dans le cadre logique de suivi et d'évaluation (tant au niveau des effets qu'au niveau des résultats) servent généralement à concevoir des **questions d'évaluation** possibles.

- L'intervention a-t-elle réussi à réduire le travail des enfants dans l'agriculture dans les domaines ciblés pressentis?
- L'intervention a-t-elle réussi à contenir le vieillissement de la population agricole en engageant les jeunes dans l'agriculture?
- L'intervention a-t-elle réussi à augmenter la productivité des femmes productrices?

Phase 4 – Synthèse

Utilisez cette liste de contrôle (annexe 13) pour vous assurer d'avoir fait le nécessaire pour intégrer les considérations d'emploi et de travail décent dans le système de suivi et d'évaluation de votre intervention.



Voir annexe 13 - Liste de contrôle pour intégrer l'emploi et le travail décent dans les zones rurales dans le système de suivi et d'évaluation

Résumé

Le travail décent est essentiel pour le développement durable. Dans les zones rurales en particulier, le manque de possibilités de travail rémunérateur et la qualité précaire de l'emploi créent souvent de la pauvreté.

Cette leçon a notamment abordé deux besoins urgents:

- la création d'emplois en plus grand nombre pour les personnes habitant dans les zones rurales, en particulier dans le secteur agricole;
- l'amélioration de la qualité des emplois existants dans les zones rurales.

Pour réaliser ces objectifs, cette leçon a fourni des conseils et fait des suggestions pour intégrer les considérations d'emploi et de travail décent dans les quatre principales phases de la planification stratégique, à savoir:

1. analyse des problèmes et des parties prenantes;
2. définition des effets souhaités et des bénéficiaires potentiels;
3. mise au point de la chaîne des résultats et des options de stratégies et de programmes;
4. élaboration du système de suivi et d'évaluation.

Annexe 1 - Questions relatives à l'emploi pour orienter l'analyse des problèmes

- Consultons-nous des représentants des travailleurs ruraux vulnérables et défavorisés, y compris les principales organisations de producteurs et de travailleurs?
- Consultons-nous un spécialiste de l'emploi?
- Évaluons-nous les contraintes liées à l'emploi pesant sur la production et la productivité agricole (par ex., compétences, accès aux ressources de production, notamment des contraintes de main-d'œuvre, de temps)?
- Identifions-nous correctement les problèmes auxquels font face les différents groupes de travailleurs ruraux, en fonction du contexte? (Par ex., hommes et femmes; adultes, jeunes et enfants; petits producteurs et travailleurs agricoles salariés; travailleurs de différents sous-secteurs et leurs chaînes de valeur respectives; travailleurs migrants et population autochtone)?
- Traitons-nous les causes liées aux faibles capacités nationales (par ex., capacité du Ministère de l'agriculture à résoudre les questions liées à la main-d'œuvre, à l'emploi et à l'entrepreneuriat; capacités financières)?
- Détenons-nous suffisamment d'informations sur la politique existante, les cadres institutionnels et juridiques liés à l'emploi et au travail décent dans les zones rurales et leur application dans la pratique? (Il est important de définir ce point pour cerner la nature d'un éventuel problème d'exclusion, par ex., les travailleurs agricoles sont-ils protégés par la législation nationale? Existe-t-il un problème de non-inspection et non-application des normes du travail dans les zones rurales?)
- Les consultations en amont de l'analyse des problèmes nous sont-elles permis de définir les questions qui sont plus faciles/plus difficiles à résoudre? Quelles sont celles qui évoluent déjà positivement? Quelles sont celles qui reçoivent un soutien par le biais de politiques et stratégies nationales et de partenaires du développement?

Source: [*FAO, 2016. Incorporating decent rural employment in the strategic planning for agricultural development. Pilot version for field-testing*](#)

Annexe 2 - Défis en matière d'emploi pour le développement agricole: Causes et effets

Problèmes fréquents touchant le développement agricole	Causes possibles liées à l'emploi	Effets possibles sur les stratégies de subsistance/mécanismes de survie des pauvres des zones rurales et le développement agricole
Faible productivité des producteurs agricoles et autres travailleurs, en particulier les femmes et les jeunes	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dans le monde rural, la plupart des personnes ont un travail indépendant ou sont des travailleurs familiaux dans une agriculture à petite échelle ou des micro-entreprises informelles, avec un accès limité aux ressources de production, y compris les intrants agricoles et la mécanisation ▪ La main-d'œuvre présente est peu qualifiée et a peu accès à des services de vulgarisation ou à des possibilités de formation technique et professionnelle ▪ Conditions de travail médiocres, y compris mauvaises conditions de sécurité et santé au travail associées à un mauvais état de santé et de nutrition de la main-d'œuvre rurale résultant d'un accès limité à des soins de santé, de la propagation du paludisme, du VIH et du sida ▪ Recours au travail des enfants en tant que substitut bon marché de la main-d'œuvre adulte ▪ Charge de travail excessive des productrices et travailleuses agricoles due au cumul des tâches productives et familiales, ce qui est un obstacle à leur participation à des activités productives ▪ Inégalités fondées sur le sexe et l'âge dans l'accès aux ressources productives, à la formation et aux services de vulgarisation, et aux marchés du travail visant à la diversification des moyens de subsistance 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faibles revenus, pauvreté rurale, personnes dans l'incapacité de toucher des revenus de subsistance adéquats et d'acheter des denrées alimentaires suffisantes pour elles et pour leur famille ▪ Inégalités fondées sur le sexe et l'âge (par ex., fort taux de pauvreté chez les femmes et les jeunes) ▪ Nécessité de travailler de longues heures, d'astreindre les enfants au travail, de migrer ou de vendre des actifs pour joindre les deux bouts ou réagir aux chocs, réduisant d'autant plus la capacité productive ▪ Exode rural des jeunes en situation de détresse ▪ Faible capacité des petits exploitants et des micro-entreprises à investir, se développer et se lancer dans l'exploitation commerciale ▪ Niveaux de production insuffisants pour le secteur agricole dans son ensemble
Prédominance de l'agriculture de subsistance n'évoluant	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Manque de compétences, et notamment de compétences entrepreneuriales et de gestion des petits exploitants et des travailleurs familiaux 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Niveaux de production insuffisants pour le secteur agricole dans son ensemble ▪ Taux élevés d'emplois vulnérables et de

<p>pas vers l'agriculture commerciale</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faible niveau d'organisation des producteurs ▪ Manque d'emplois non agricoles rémunérateurs ou d'emplois salariés ordinaires dans les chaînes de valeur agricoles ▪ Relations de travail informelles et systèmes de protection sociale insatisfaisants laissant une grande partie de la population pauvre sans assurance contre les chocs de revenus, moins apte à éviter et gérer les risques liés à l'investissement et piégée dans l'agriculture comme filet de sécurité 	<p>travailleurs pauvres qui excluent les producteurs et les travailleurs familiaux des programmes de sécurité sociale ou de la législation relative à la sécurité et la santé, à la maternité et d'autres législations relatives à la protection de la main-d'œuvre</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Marchés locaux médiocres pour les produits agricoles, en raison de la faible demande, en particulier pour des produits locaux et des produits de plus grande valeur
<p>Faible disponibilité de main-d'œuvre qualifiée, ou compétences non adaptées aux besoins du marché du travail rural</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faible niveau d'instruction des populations rurales et accès limité à la formation technique professionnelle ▪ Systèmes d'information sur le marché du travail médiocres ▪ Faibles salaires et revenus empêchant les travailleurs de faire les investissements souhaités dans le développement des capacités ▪ Charge de travail excessive pour les femmes, systèmes de vulgarisation et d'éducation ne tenant pas compte de la spécificité de la réalité féminine en milieu rural (par ex., peu de femmes vulgarisatrices) et normes socio-culturelles décourageant les femmes de participer au développement des compétences 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Impossibilité de quitter des emplois non qualifiés mal rémunérés, en particulier pour les femmes et les jeunes ▪ Faible productivité du travail dans l'agriculture ▪ Faillite, croissance limitée et peu d'investissements pour les PME
<p>Dégradation des ressources naturelles, en particulier de la terre, des pêcheries et de l'eau, et concurrence accrue pour leur utilisation</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Peu de possibilités de diversification des moyens de subsistance, ce qui entraîne une pression continue sur les ressources naturelles ▪ Mauvaises compétences environnementales des agriculteurs ▪ Disponibilité limitée «d'emplois verts» dans les zones rurales 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dégradation des ressources naturelles ▪ Augmentation des risques liés aux changements climatiques pour les agriculteurs ▪ Excédent de l'offre et sous-emploi consécutif pendant certaines périodes (par ex., pêche pendant les périodes de fermeture)

<p>Vieillesse des travailleurs agricoles et des agriculteurs</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rudesse de la vie rurale et mauvaises conditions de travail dans l'agriculture, responsables de la réticence des jeunes à rester dans les zones rurales ▪ Manque d'incitations pour les jeunes des familles travaillant déjà dans l'agriculture à rester dans le secteur 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Exode rural des jeunes en situation de détresse ▪ Augmentation de la pression sur les marchés du travail informels en zone urbaine ▪ Contraintes d'offre de main-d'œuvre dans les zones rurales augmentant la charge de travail des femmes et le travail des enfants ▪ Viabilité future de la production alimentaire compromise
<p>Offre insuffisante de main-d'œuvre aux périodes de forte activité, en particulier dans l'agriculture (par ex., pour le désherbage, la récolte)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Migration des travailleurs masculins causée par la limitation des emplois disponibles dans les zones rurales et l'absence de mécanismes de protection ▪ Manque de systèmes d'information sur le marché du travail pour faire correspondre l'offre et la demande de main-d'œuvre pour le travail agricole saisonnier ▪ Forte incidence de maladies, blessures et décès liés au travail entraînant une absence temporaire ou prolongée du travail, du fait du manque d'informations et de moyens pour prévenir les dangers et les risques, et du recours insuffisant à des équipements de protection 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Niveau de production insuffisant ▪ Augmentation de la charge de travail des femmes et du travail des enfants
<p>Pauvreté étendue des travailleurs dans le secteur et les populations rurales en général</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faibles revenus des travailleurs, en particulier des femmes et des jeunes, du fait de la faible productivité, du sous-emploi, du manque de respect du salaire minimum national, de l'exploitation des travailleurs, et du nombre restreint de syndicats et du pouvoir de négociation limité ▪ Pas de possibilités d'emploi et de revenus pendant certaines périodes (par ex., hors saison, période de migration dans les pêcheries et périodes de fermeture de la pêche, ou lors de 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faible demande et manque de dynamisme des économies rurales locales, dépendance vis-à-vis des exportations et risques liés à la fluctuation des prix des denrées alimentaires ▪ Effets immédiats et à long terme sur la santé des enfants ▪ Cercle vicieux de la pauvreté transmis d'une

	<p>conditions météorologiques défavorables)</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Rôle de filet de sécurité de l'agriculture causé par un développement générant un nombre insuffisant d'emplois réguliers ▪ Exploitation des enfants travailleurs/migrants/travailleurs familiaux comme main-d'œuvre bon marché, ce qui fait baisser les salaires ▪ Manque de mécanismes de protection sociale augmentant la vulnérabilité des populations rurales aux chocs (par ex., décès ou maladie d'un soutien de famille, mauvaise récolte) 	<p>génération à l'autre</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Violence, conflits et dénuement
Travail des enfants et enfants participant au travail dangereux	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Manque d'emplois décents pour les adultes et faiblesse de la protection sociale qui font du travail des enfants la seule possibilité pour garantir la sécurité alimentaire des ménages, par exemple, lorsque le ménage fait face à un choc (décès ou maladie d'un soutien de famille, mauvaise récolte). ▪ Parents non éduqués, entraînant un manque de sensibilisation aux risques auxquels les enfants peuvent faire face et aux conséquences pour leur santé, leur sécurité et leur moralité ▪ Attentes culturelles relatives aux enfants, au travail et à l'éducation ▪ Absence d'enseignement adapté de qualité dans les zones rurales ▪ Défaillance de la législation nationale pour lutter contre le travail des enfants, en particulier dans les zones rurales et dans le secteur agricole, exacerbée par un contrôle insuffisant 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Effets immédiats et à long terme sur la santé des enfants ▪ Interférence avec l'éducation des enfants, désinvestissement dans le capital humain ▪ Cercle vicieux de la pauvreté transmis d'une génération à l'autre ▪ Faible productivité de la main-d'œuvre dans les petites exploitations ▪ Incapacité à accéder aux marchés de l'exportation du fait de la non-conformité aux normes pour une production socialement viable
Forte incidence de maladies ou d'accidents professionnels	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dangerosité du secteur agricole ▪ Manque d'informations et de moyens pour prévenir les dangers et les risques et utilisation insuffisante des équipements de protection 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faible productivité du travail ▪ Maladies, blessures et décès liés au travail entraînant une absence temporaire ou prolongée du travail

	<ul style="list-style-type: none">▪ Manque de conformité des machines, équipements et outils manuels utilisés dans les zones rurales vis-à-vis des normes internationales relatives à la sécurité et à la santé▪ Inspection du travail insuffisante dans les zones rurales, en raison de l'informalité, de l'éloignement et de l'application limitée des normes et réglementations du travail▪ Manque de protection sociale ayant pour conséquence un faible accès aux services de santé (par ex., manque de mesures préventives et de traitements entraînant des maladies chroniques)	<ul style="list-style-type: none">▪ Pénuries de main-d'œuvre/contraintes de l'offre de main-d'œuvre
--	--	---

Source: [FAO, 2016. Incorporating decent rural employment in the strategic planning for agricultural development. Pilot version for field-testing](#)

Annexe 3 - Principales étapes pour une analyse rapide du contexte de l'emploi et du travail décent dans les zones rurales

Principales étapes	Actions pour chaque étape
1. Extraire les informations pertinentes pour l'emploi rural décent (ERD) des récentes analyses socio-économiques du pays ou des bases de données internationales relatives à l'ERD	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Signaler les déficits de travail décent identifiés dans le secteur ou dans des chaînes de valeur données (par ex., travail des enfants et travail forcé, discriminations fondées sur le sexe, migration de détresse des jeunes, faibles qualifications des travailleurs ruraux, travail précaire et dangereux) ou les problèmes liés à la demande de main-d'œuvre (par ex., sous-développement du secteur privé, nombre insuffisant d'emplois) et à l'offre de main-d'œuvre (par ex., travailleurs sans instruction, pénurie de travailleurs dans les périodes de pointe). ▪ Vérifier les bases de données internationales (par ex., bases de données des politiques de la FAO relatives à l'emploi et au travail décent dans les zones rurales; programmes par pays de promotion du travail décent du BIT; équipes de pays des Nations Unies; profils nationaux de la santé et la sécurité au travail de l'OIT; rapports du programme Comprendre le travail des enfants (UCW); NORMLEX)
2. Sélectionner les indicateurs statistiques clés de l'emploi dans les bases de données nationales ou internationales:	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Créer une table de données de référence (ventilées par âge et par sexe, si disponibles) sur: la pauvreté en milieu rural et les travailleurs pauvres dans les zones rurales (nombre de personnes en activité/employées dans les zones rurales); l'emploi dans l'agriculture; pourcentage de petits producteurs et de travailleurs rémunérés dans l'agriculture; emploi informel/formel dans l'agriculture/les zones rurales; taux de travail des enfants dans l'agriculture. ▪ Se reporter à l'annexe 3 Gathering data and information on DRE, tableau A dans le document d'orientation pour une liste des bases de données mondiales relatives à l'ERD.
3. Effectuer un examen rapide des documents sur les politiques nationales, stratégies, cadres juridiques et	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Évaluer dans quelle mesure les politiques agricoles, stratégies et principaux programmes existants traitent des questions de l'emploi (par ex., priorité explicite ou implicite? Lignes d'action et programmes spécialisés? Accent spécifique mis sur certains groupes de travailleurs ruraux? Lesquels?). ▪ Vérifier la pertinence pour l'emploi/l'agriculture: des politiques nationales, stratégies et principaux programmes relatifs à l'emploi (ou à l'emploi des jeunes); des politiques,

programmes relatifs à l'ERD:	<p>stratégies et principaux programmes relatifs au travail des enfants; d'autres stratégies ou programmes importants susceptibles d'être directement en lien avec l'emploi dans l'agriculture (par ex., politique relative à la santé et la sécurité au travail, politique en matière d'égalité des sexes, politique relative aux MPME).</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Examiner les cadres juridiques (par ex., lois et réglementations afférentes à l'emploi et comment elles s'appliquent aux zones rurales et au secteur agricole en particulier).
------------------------------	---

Source: [*FAO, 2016. Incorporating decent rural employment in the strategic planning for agricultural development. Pilot version for field-testing*](#)

Annexe 4 - Liste de contrôle pour une analyse des problèmes et des parties prenantes en faveur de l'emploi et du travail décent dans les zones rurales

LISTE DE CONTRÔLE	
Implication d'acteurs clés de l'emploi rural, autres que le Ministère de l'agriculture (par ex., le Ministère du travail responsable de l'industrie ou du commerce) dans les consultations initiales.	<input type="checkbox"/>
L'analyse des parties prenantes inclut des acteurs à la fois de l'agriculture et de l'emploi et évalue brièvement leur rôle dans la promotion de l'emploi et du travail décent dans les zones rurales, y compris leurs capacités, les conflits existants et les partenariats.	<input type="checkbox"/>
L'analyse des problèmes tient compte des données et des informations relatives à l'emploi disponibles et, si elles sont insuffisantes, requiert des évaluations spécialisées de la situation présente de l'emploi et du travail décent dans les zones rurales.	<input type="checkbox"/>
Examen de la politique et des cadres institutionnels et juridiques existants (et leur mise en application) relatifs à l'emploi et au travail décent dans les zones rurales.	<input type="checkbox"/>
Implication, tant que faire se peut, des acteurs de l'emploi dans l'analyse des problèmes, incluant les groupes de travailleurs ruraux traditionnellement défavorisés dans le dialogue social et politique (par ex., petits producteurs, groupes de femmes et de jeunes, associations de travailleurs informels).	<input type="checkbox"/>
Les dimensions ou causes relatives à l'emploi des problèmes de développement agricole sont rendues explicites dans l'arbre à problèmes de l'intervention, donnant priorité aux violations des droits fondamentaux du travail (par ex., travail forcé et travail des enfants).	<input type="checkbox"/>
Les analyses des problèmes et des parties prenantes ont clarifié le potentiel de l'intervention en faveur de l'emploi et du travail décent dans les zones rurales.	<input type="checkbox"/>

Source: [FAO, 2016. Incorporating decent rural employment in the strategic planning for agricultural development. Pilot version for field-testing](#)

Annexe 5 - Groupes les plus défavorisés ou vulnérables dans les zones rurales et problèmes courants rencontrés

Groupes de travailleurs ruraux	Principaux problèmes
Petits producteurs (dont paysans, éleveurs, pêcheurs, aquiculteurs, et bergers)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faible productivité et mauvaises conditions de travail ▪ Travail physiquement pénible et astreignant ▪ Exposition à des risques pour la sécurité et la santé, souvent sans mesures de sensibilisation ou de prévention ▪ Revenus inférieurs au seuil de pauvreté ▪ Cumul des emplois pour gagner sa vie ▪ Manque de compétences techniques et entrepreneuriales ▪ Accès limité à des crédits adaptés et autres services financiers ▪ Informalité, excluant les travailleurs des régimes de sécurité sociale ou des prestations de maternité et d'autres lois relatives à la protection des travailleurs ▪ Absence d'assurance couvrant les chocs de revenus ▪ Manque d'organisation, de négociation collective et de droits de représentation
Micro- et petits entrepreneurs	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Difficultés d'accès aux services financiers et aux terres servant de garantie ▪ Réglementation excessive et bureaucratie qui découragent la formalisation de l'entreprise ▪ Services publics et infrastructures (électricité et eau) inadéquats, non fiables et onéreux ▪ Difficulté à diversifier les marchés et l'approvisionnement auprès des petits exploitants (qualité et volumes imprévisibles ou hors délais) ▪ Manque de compétitivité ▪ Coût élevé de la certification
Travailleurs agricoles salariés (en particulier informels, saisonniers et occasionnels)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Emploi saisonnier ou occasionnel mal rémunéré, nécessité de cumuler les emplois pour gagner sa vie ▪ Accès limité ou inexistant à la protection sociale et aux syndicats ▪ Peu considérés par les responsables politiques et les statistiques de l'emploi ▪ Grande insécurité des revenus du fait du manque de possibilités économiques

Travailleurs migrants en zone rurale	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Victimes de mauvais traitements et d'exploitation ▪ Emploi saisonnier ou occasionnel mal rémunéré ▪ Accès limité à la protection sociale
Femmes des catégories précédentes vivant en milieu rural	<ul style="list-style-type: none"> ▪ En tant que producteurs et, le plus souvent, travailleurs collaborant à l'entreprise familiale, leur productivité est souvent limitée par diverses formes de discrimination (par ex., accès limité aux terres, à d'autres ressources productives et intrants, aux marchés, aux services de vulgarisation) ▪ Liberté restreinte, impossibilité de participer à des associations et peu d'influence dans les coopératives et les organisations de producteurs (souvent aucune représentation des femmes dans la gouvernance des organisations de producteurs et les fonctions de direction) ▪ En tant que salariées, rémunération inférieure à celle des hommes occupant des fonctions équivalentes et ayant des niveaux d'éducation et d'expérience comparables; elles occupent le plus souvent des emplois à temps partiel, saisonniers et/ou mal rémunérés ▪ Absence de sécurité du travail et de protection sociale (par ex., congé de maternité), plus grande discrimination fondée sur le sexe en cas de grossesse et de maternité ▪ Risques et dangers accrus sur le lieu de travail (par ex., exposition au harcèlement sexuel), en particulier en cas de grossesse et de maternité ▪ Tâches et durée de travail pénibles pour satisfaire simultanément aux exigences de production et aux responsabilités familiales

Jeunes des catégories précédentes	<ul style="list-style-type: none"> ■ Manque de compétences techniques et entrepreneuriales ■ Difficulté d'accès aux terres et à d'autres ressources productives, aux financements, à des formations adaptées, etc. ■ Absence de perspectives professionnelles dans les zones rurales, entraînant une migration vers les centres urbains ■ Faible visibilité, étant donné leur participation fréquente à l'entreprise familiale dans l'agriculture de subsistance ■ Engagement dans le travail indépendant, le travail occasionnel ou le travail salarié saisonnier dans l'économie informelle, avec une faible rémunération, une sécurité de l'emploi insuffisante et sans protection sociale ■ Le taux de participation à la main-d'œuvre des jeunes femmes est inférieur à celui des jeunes hommes dans de nombreuses régions, reflétant souvent les traditions culturelles et les normes sociales ■ Absence de représentation, mauvaise organisation ■ Mal ciblés par les initiatives de développement
Enfants des catégories précédentes	<ul style="list-style-type: none"> ■ Risque élevé de participation au travail des enfants, y compris aux pires formes de travail des enfants (par ex., travail dangereux dans le secteur agricole) ■ Manque d'influence

Source: [FAO, 2016. Incorporating decent rural employment in the strategic planning for agricultural development. Pilot version for field-testing](#)

Annexe 6 - Liste de contrôle sur la manière d'intégrer l'emploi et le travail décent dans les zones rurales dans les effets souhaités et les bénéficiaires potentiels

LISTE DE CONTRÔLE	
La promotion d'emplois en plus grand nombre et de meilleure qualité dans les zones rurales a été explicitement intégrée parmi les impacts souhaités de l'intervention, surtout si des problèmes d'emploi majeurs ont été décelés lors de l'analyse des problèmes.	<input type="checkbox"/>
L'intervention prévoit de contribuer aux objectifs du gouvernement et aux engagements internationaux en matière d'emploi et de travail décent dans les zones rurales.	<input type="checkbox"/>
Les vulnérabilités face à l'emploi sont explicitement utilisées parmi les critères de sélection pour les bénéficiaires finals.	<input type="checkbox"/>
Certains des groupes de travailleurs ruraux les plus vulnérables et défavorisés figurent explicitement dans la liste des bénéficiaires finals, tandis que les questions relatives aux femmes et aux jeunes sont transversales.	<input type="checkbox"/>
Les informations sur les déficits de travail décent et sur le potentiel de l'intervention sur le plan de la promotion de l'emploi et du travail décent ont été utilisées pour sélectionner les secteurs, zones géographiques et chaînes de valeur cibles.	<input type="checkbox"/>

Source: [FAO, 2016. Incorporating decent rural employment in the strategic planning for agricultural development. Pilot version for field-testing](#)

Annexe 7 - Exemples d'actions en faveur de l'emploi et du travail décent relevant des quatre piliers de l'Agenda du travail décent

Pilier de l'Agenda du travail décent	Actions pour chaque pilier
<p>Création d'emplois et développement de l'entreprise</p> <p>(Pilier I)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Amélioration de l'accès des femmes et des jeunes aux ressources de production, à l'information, aux financements, à la technologie adaptée et à la formation pour qu'ils réussissent la gestion de leur propre activité ou la création de leur entreprise. ▪ Aide aux MPME pour s'établir, se formaliser et accéder aux marchés, à la formation, aux services financiers et autres moyens de production. ▪ Aide aux pauvres du monde rural, y compris les jeunes et les femmes, à accéder aux marchés et chaînes de valeur agro-alimentaires dans des conditions équitables et décentes (par ex., en favorisant les groupes de coopération et l'action collective par de plus petits acteurs de la chaîne de valeur; soutenir les jeunes dans l'élaboration d'un plan d'exploitation pour l'acquisition de machines pour les nouveaux prestataires de services formels, les services de maintenance et de réparation; création de pépinières d'entreprises agro-alimentaires pour aider les jeunes diplômés/les jeunes travailleurs qualifiés à créer leur entreprise; intégration de considérations de travail décent dans les lois et réglementations relatives à l'agriculture contractuelle). ▪ Mise en relation des structures d'incitation pour des investissements dans l'agriculture avec les emplois (nombre et qualité d'emplois créés) et avec le renforcement des compétences de la main-d'œuvre locale (par ex., intégration des considérations de travail décent dans les outils du gouvernement de sélection de nouveaux investissements). ▪ Promotion et/ou mise en œuvre de la création d'emploi et de programmes de diversification dans les zones rurales, en particulier pour les jeunes et les femmes (par ex., initiatives d'emplois verts, écotourisme rural, investissement dans les secteurs ruraux à plus forte intensité de main-d'œuvre, comme les infrastructures rurales, les systèmes de bons d'échange pour stimuler la demande de services d'aide aux entreprises).

	<p>fournis par des entreprises rurales gérées par des jeunes/femmes, etc.).</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise en œuvre de programmes de formation technique et professionnelle adaptés au sexe et à l'âge permettant d'acquérir des compétences techniques et commerciales pertinentes pour l'emploi et liés à des services d'aide à la création d'entreprise ou de placement. ▪ Amélioration de la gestion de la migration de main-d'œuvre rurale, en améliorant les possibilités d'emploi dans les zones rurales pour éviter un exode causé par une situation de détresse tout en informant les travailleurs pour que la migration soit une décision prise en connaissance de cause, et en s'adaptant aux besoins spécifiques des travailleurs migrants féminins et jeunes.
Protection sociale (Pilier II)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Encouragement des programmes de protection sociale améliorant la productivité (par ex., les transferts en espèces) et les programmes de travaux publics axés sur le développement dans les zones rurales. ▪ Encouragement de l'adoption de normes de sécurité et santé au travail pour la main-d'œuvre rurale, y compris des technologies et des pratiques plus sûres pour les petites exploitations et l'agriculture commerciale (par ex., lutte intégrée contre les organismes nuisibles grâce à des services de soutien et les réseaux d'écoles pratiques d'agriculture). ▪ Promotion de meilleures conditions de travail et d'emploi, en particulier pour ce qui est de la protection de la maternité et des heures de travail (par ex., grâce à des normes volontaires privées, des initiatives d'agriculture sociale). ▪ Soutien de l'adoption de technologies et de services de soins réduisant la main-d'œuvre pour alléger la charge de travail des femmes et en faveur des ménages dans les régions affectées par le VIH/sida (et d'autres maladies).
Normes et droits au travail (Pilier III)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Soutien à la production agricole socialement responsable pour les petits producteurs et les MPME, cherchant à réduire la discrimination fondée sur le sexe et sur l'âge et à promouvoir la gestion responsable de l'activité (par ex., grâce à des campagnes d'éducation, l'adoption de normes privées, le renforcement de la collaboration entre les animateurs, les

	<p>travailleurs sociaux et les inspecteurs du travail sur le thème des droits des travailleurs).</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Prévention et élimination du travail des enfants par la sensibilisation, des mécanismes de contrôle multipartites, des incitations liées à la fourniture de protection sociale et des moyens de subsistance alternatifs aux ménages pauvres. ▪ Protection des adolescents ayant atteint l'âge minimum d'admission à l'emploi (14 à 15 ans), mais pas encore l'âge de 18 ans contre les abus et le travail dangereux (par ex., grâce à des cadres juridiques et des normes du secteur privé), tout en les aidant dans l'accès à l'éducation, au développement des compétences et à des possibilités d'emploi adaptées. ▪ Révision, adoption et application de la législation pour la mise en œuvre des normes internationales et leur applicabilité aux zones rurales (par ex., révision des réglementations restrictives relatives aux organisations de producteurs et aux associations de travailleurs de l'économie informelle, application de la législation sur les contrats de travail, la sécurité de l'emploi et la sécurité et la santé au travail dans les entreprises rurales). ▪ Analyse des dispositions contractuelles en vigueur pour la main-d'œuvre dans l'économie informelle, les pires formes de travail des enfants et les situations de discrimination.
Gouvernance et dialogue social (Pilier IV)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Soutien aux organisations et réseaux de producteurs et de travailleurs dans l'économie alimentaire rurale informelle et encouragement de leur intégration des jeunes et des femmes. ▪ Promotion de conventions collectives dans le secteur agricole. ▪ Soutien apporté à la représentation régulière des pauvres du monde rural, y compris les femmes et les jeunes, dans le dialogue social et le dialogue politique par le biais de leurs organisations. ▪ Autonomisation des pauvres du monde rural, en particulier les plus défavorisés (par ex., les femmes et les jeunes) pour qu'ils participent aux mécanismes locaux de gouvernance et de prise de décision.

Source: [FAO, 2016. Incorporating decent rural employment in the strategic planning for agricultural development. Pilot version for field-testing](#)

Annexe 8 - Options stratégiques en faveur de l'emploi et du travail décent dans les zones rurales dans trois mondes ruraux

Principales caractéristiques	Priorités/résultats politiques liés à l'ERD	Exemples de mesures en faveur de l'ERD
<p>Monde rural 1</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ minorité de producteurs agricoles ▪ accès au capital, organisation, informations et infrastructures ▪ grands agriculteurs et entrepreneurs ▪ souvent tournés vers l'exportation, ayant de bons réseaux ▪ principalement des hommes 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réglementation/surveillance formelle des marchés ▪ Gouvernance verticale des marchés/de la chaîne de valeur ▪ Modèles commerciaux inclusifs responsables ▪ Dialogue social amélioré et engagement des travailleurs salariés du monde rural 	<p>Rendre les chaînes de valeur modernes plus inclusives et mieux adaptées aux droits des travailleurs ruraux:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Application des lois du travail par le secteur public et surveillance des conditions de travail chez les fournisseurs ▪ Législation sur le commerce équitable ▪ Sensibilisation et dialogue politique en faveur de normes volontaires pour la gestion responsable de l'activité/d'investissements agricoles responsables ▪ Soutien apporté aux organisations de producteurs pour qu'ils intègrent l'agriculture contractuelle responsable et les programmes de sous-traitance pour petits exploitants
<p>Monde rural 2</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ majorité de petits exploitants et de 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Améliorations dans le marché informel ▪ Petites exploitations plus productives 	<p>Amélioration durable de l'ensemble des producteurs et entrepreneurs ruraux pour qu'ils puissent contribuer à une augmentation de la demande de</p>

<p>micro- et petits entrepreneurs</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ orientés vers le local ▪ pouvant avoir un accès aux terres ▪ non formellement organisés dans le marché, susceptibles de commercer avec le secteur informel ▪ revenus en partie tirés du travail salarié non agricole ▪ faible niveau de capitalisation et faible intégration avec les entreprises agricoles en aval ▪ susceptibles de refuser les termes des échanges et la subordination économique aux entreprises agroalimentaires ▪ les institutions publiques et les entreprises agroalimentaires sont généralement inaccessibles 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Organisation de travailleurs et de producteurs ▪ Gouvernance horizontale des marchés ▪ Innovation et développement de l'activité ▪ Réduction des inégalités liées au sexe et à l'âge, y compris dans l'accès aux terres et à d'autres ressources de production ▪ Meilleures possibilités de diversification des moyens de subsistance ou d'emplois alternatifs 	<p>main-d'œuvre et du dynamisme de l'économie rurale:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Amélioration du secteur informel, y compris avec des mesures et des incitations en faveur de la formalisation ▪ Soutien au secteur agricole et à la chaîne de valeur, y compris avec le développement de services de proximité pour les petits producteurs ▪ Soutien pour la diversification des moyens de subsistance et l'emploi non agricole lié au développement de la chaîne de valeur (par ex., dans les services ruraux) ▪ Investissements dans des infrastructures physiques à haute intensité de main-d'œuvre, comme des espaces pour les marchés locaux et dans le traitement, l'entreposage et le stockage au niveau local ▪ Soutien aux petits producteurs et aux entrepreneurs ruraux dans l'accès aux finances/au capital, à la terre, aux marchés (par ex., grâce à des quotas dans la passation de marchés publics et des modèles commerciaux inclusifs) ▪ Soutien technique et développement des capacités proposés aux organisations de producteurs et aux groupes de travailleurs ruraux informels ▪ Renforcement du soutien pour la vulgarisation proposé aux services d'aide aux entreprises
---	--	--

		<p>et à l'entrepreneuriat dans les zones rurales, en particulier pour les jeunes et les femmes</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Soutien pour la diversification et la gestion de la migration rurale/de l'utilisation des envois de fonds ▪ Législation du travail adaptée aux zones rurales et son application, et adoption de normes du travail dans la pratique s'appliquant aussi à des environnements informels (par ex., grâce à des normes privées) ▪ Prévention et réduction du travail des enfants, surtout des pires formes de travail des enfants
<p>Monde rural 3</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ groupe hétérogène, dominé par l'agriculture autochtone, les groupes pastoraux, les travailleurs sans terres, les fermiers, les salariés et les ménages dirigés par une femme ou un jeune ▪ accent mis sur les moyens de subsistance 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Marchés du travail ruraux et conditions de travail améliorés, dans l'agriculture de subsistance et l'emploi rémunéré rural ▪ Éducation et soins de santé ▪ Couverture de protection sociale ▪ Droits aux terres et aux ressources naturelles assurés ▪ Réduction des inégalités fondées sur le sexe et l'âge 	<p>Amélioration de la résilience des personnes les plus pauvres, grâce à la protection sociale, aux incitations à l'action collective, au développement des compétences et au soutien au travail indépendant:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Investissements dans l'éducation et les soins de santé ▪ Développement des compétences adapté aux femmes et aux jeunes, et en rapport avec les liens financiers et l'aide à la création d'entreprise ou les services de placement ▪ Création d'emplois (par ex., grâce à des programmes publics de garantie de l'emploi)

<ul style="list-style-type: none"> ▪ accès limité aux ressources de production ▪ souvent sans terres ▪ sans compétences ni instruction ▪ moyens de subsistance diversifiés incluant des tâches non agricoles, la migration temporaire et l'agriculture ▪ dépendant de la main-d'œuvre familiale, occasionnelle et faiblement rémunérée 		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Génération de mobilisation sociale, renforcement des institutions et autonomisation des personnes pauvres vivant dans le monde rural, grâce à des groupes d'entraide liés à des groupes collectifs plus larges ▪ Plus grand accès aux actifs (terres/financements) pour renforcer les moyens de subsistance, en particulier pour les personnes les plus défavorisées, notamment les femmes et les jeunes ▪ Aide au développement de l'entrepreneuriat, y compris pour la création de micro- et petites entreprises dans le secteur des services au niveau local, en particulier pour les femmes et les jeunes ▪ Création de socles de protection sociale, programmes de transferts en espèces ▪ Prévention et réduction du travail des enfants, surtout des pires formes de travail des enfants ▪ Aide à la mise en place d'une législation du travail pertinente pour les zones rurales et de partenariats innovants visant à promouvoir les normes du travail dans la pratique, en particulier en rapport avec les enfants travailleurs, les jeunes, les femmes, les migrants et autres groupes défavorisés.
---	--	---

Source: [FAO, 2016. Incorporating decent rural employment in the strategic planning for agricultural development. Pilot version for field-testing](#)

Annexe 9 - Référentiel utile des bonnes pratiques relatives au travail décent

- BM. [Répertoire d'évaluations d'impact](#).
- Abdul Latif Jameel Poverty Action. [Base de données d'évaluations](#) (les marchés du travail et l'agriculture font partie des secteurs de la base de données).
- [YouthPOL - La base de données des politiques et lois pour l'emploi des jeunes de l'OIT](#).
- **FAO**. 2011. [Bonnes pratiques socio-économiques dans la production bioénergétique moderne](#).
- **FAO**. 2012. [Good practices in building innovative rural institutions to increase food security](#).
- **YUNGA, FAO, CTA, FIDA**. 2104. [Les jeunes et l'agriculture : principaux enjeux et solutions concrètes](#).
- Plate-forme de l'OIT sur les [bonnes pratiques sur l'emploi des jeunes](#).
- Fonds Taqeen de l'OIT. [Recherches concernant l'incidence sur l'emploi des jeunes](#).
- **BIT**. [Good practices database – Labour migration policies and programmes](#).
- **BIT**. 2014. [Compendium of good practices on addressing child labour in agriculture](#).
- **BIT**. 2011. [Good practices in labour inspection: the rural sector with special attention to agriculture](#).

Source: [FAO, 2016. Incorporating decent rural employment in the strategic planning for agricultural development. Pilot version for field-testing](#)

Annexe 10 - Liste de contrôle pour intégrer l'emploi et le travail décent dans les zones rurales dans la chaîne des résultats et pour sélectionner des stratégies et des programmes

LISTE DE CONTRÔLE	
La théorie du changement de l'intervention prévoit explicitement la création d'emplois en plus grand nombre et de meilleure qualité dans les zones rurales parmi les résultats escomptés.	<input type="checkbox"/>
Les différentes incidences sur l'emploi, qu'elles soient positives ou négatives, des différents programmes et stratégies possibles sont prises en compte, y compris pour les groupes les plus vulnérables.	<input type="checkbox"/>
Les stratégies et les programmes finalement retenus ont des incidences escomptées positives sur la quantité et la qualité des emplois ruraux; en cas d'éventuelles incidences négatives, des stratégies d'atténuation sont clairement formulées.	<input type="checkbox"/>
Les bonnes pratiques et approches reconnues pour favoriser l'emploi et le travail décent dans les zones rurales dans des contextes semblables sont identifiées et proposées pour être reproduites/adaptées dans le cadre de l'intervention.	<input type="checkbox"/>
Des partenariats stratégiques sont envisagés pour augmenter l'efficacité de la promotion de l'emploi et du travail décent dans les zones rurales (par ex., entre le Ministère de l'agriculture et le Ministère du travail ou entre le secteur public et le secteur privé, y compris les organisations de producteurs).	<input type="checkbox"/>
Les changements organisationnels nécessaires pour augmenter l'emploi et le travail décent dans les zones rurales sont prévus en conséquence.	<input type="checkbox"/>

Source: [FAO, 2016. Incorporating decent rural employment in the strategic planning for agricultural development. Pilot version for field-testing](#)

Annexe 11 - Liste des indicateurs possibles de l'emploi et du travail décent par principal domaine d'intervention et niveau de résultat

Niveau de résultat	Indicateurs de l'ERD
Domaine d'intervention 1: Création ou amélioration des possibilités d'emploi et d'entrepreneuriat pour les populations rurales	
Effet	<p>↓ Taux de travailleurs pauvres dans les zones rurales</p> <p>↑ Valeur de la production agricole par hectare/unité de travail</p> <p>↑ Salaires réels moyens dans l'agriculture</p> <p>↑ Emploi des jeunes, formel et informel</p> <p>↓ Pourcentage de femmes rurales travaillant en tant que travailleuses familiales</p> <p>↓ Âge moyen des petits producteurs et des propriétaires de MPME</p>
Résultats à moyen terme	<p>↑ Nombre de MPME (déclarées) dans les zones rurales</p> <p>↑ Part des MPME soutenues par l'intervention et encore opérationnelles ou ayant progressé 3 ans plus tard</p> <p>↑ Nombre de nouveaux emplois décents en zone rurale résultant (directement ou indirectement) de l'intervention</p> <p>↑ Part de petits producteurs engagés dans des conventions collectives viables de commercialisation ou d'autres modèles commerciaux inclusifs</p>
Résultats à court terme	<p>↑ Nombre de MPME créées dans le cadre de l'intervention</p> <p>↑ Part des petits producteurs soutenus par l'intervention ayant adopté des pratiques durables de production agricole</p> <p>↑ Part des petits producteurs/MPME soutenus par l'intervention ayant eu accès à des ressources de production (par ex., financements, terres, intrants et marchés)</p> <p>↑ Nombre de pauvres du monde rural soutenus par l'intervention trouvant un travail décent dépendant ou créant leur propre entreprise</p>

Résultats	<p>↑ Nombre de pauvres au chômage ou en situation de sous-emploi dans le monde rural, soutenus par l'intervention, augmentant leurs compétences professionnelles et leur employabilité</p> <p>↑ Nombre de pauvres au chômage ou en situation de sous-emploi dans le monde rural, soutenus par l'intervention dans leur recherche d'emploi</p> <p>↑ Nombre de petits producteurs/d'organisations de producteurs soutenus pour augmenter durablement leur productivité et commercialiser leur production</p> <p>↑ Nombre de MPME et d'organisations de producteurs du monde rural soutenues pour accéder aux services d'aide aux entreprises</p> <p>↑ Nombre de prestataires de services formés pour soutenir les MPME</p> <p>↑ Nombre de partenariats public-privé formalisés parmi les parties prenantes de la chaîne de valeur agricole pour encourager la création d'emplois pour les jeunes</p> <p>↑ Nombre de programmes de travaux publics durables lancés par l'intervention</p>
Domaine d'intervention 2: Normes et droits au travail pour les travailleurs ruraux	
Effet	<p>↓ Taux de travail des enfants dans l'agriculture</p> <p>↓ Nombre de cas de blessures mortelles/non mortelles dans l'agriculture</p> <p>↓ Écarts de salaire entre hommes et femmes dans l'agriculture</p> <p>↓ Travailleurs occasionnels dans l'agriculture/le secteur rural (% de l'emploi total)</p>
Résultats à moyen terme	<p>↑ Part des petits producteurs et autres travailleurs ruraux membres d'organisations de producteurs ou d'organisations de travailleurs/syndicats et autres groupes communautaires</p> <p>↑ Taux d'adoption de mesures minimales de sécurité et santé au travail dans le secteur des petits producteurs/MPME rurales</p> <p>↑ Nombre ou pourcentage de ménages ruraux soutenus par l'intervention comportant des enfants âgés de 5 à 11 ans participant au travail des enfants qui retirent leurs enfants du travail</p> <p>↑ Nombre d'enfants du monde rural âgés de 5 à 17 ans retirés du travail dangereux</p>

Résultats à court terme	<p>↑ Part de petits producteurs soutenus par l'intervention ayant adopté des pratiques en faveur du travail décent</p> <p>↑ Part de MPME/d'organisations de producteurs soutenues par l'intervention introduisant des innovations pour promouvoir ou surveiller la mise en pratique des normes du travail</p> <p>↑ Nombre de chaînes de valeur agroalimentaires ayant mis en place des plans d'action pour promouvoir les normes du travail</p>
Résultats	<p>↑ Nombre d'organisations de producteurs/de travailleurs renforcées ou créées</p> <p>↑ Nombre d'acteurs agricoles et ruraux formés aux normes du travail décent, y compris celles relatives à la santé et la sécurité au travail, à l'égalité au travail, à la double charge de travail des femmes, à la prévention du travail des enfants</p> <p>↑ Nombre de MPME/organisations de producteurs/ménages de petits producteurs soutenus par l'intervention ayant adopté des normes volontaires/une certification en faveur d'une production agricole socialement responsable</p> <p>↑ Nombre de prestataires de services locaux formés et soutenus par l'intervention pour développer des équipements réduisant la main-d'œuvre</p> <p>↑ Nombre de chaînes de valeur agroalimentaires soutenues par l'intervention ayant amélioré l'application des normes du travail dans la pratique</p> <p>↑ Nombre de chaînes de valeur agroalimentaires pour lesquelles il existe une analyse spécifique des normes du travail</p>
Domaine d'intervention 3: Environnement favorable pour les politiques et les institutions pour l'ERD	
Effet	Les mêmes que pour les domaines d'intervention 1 et 2

Résultats à moyen terme	<ul style="list-style-type: none"> ↑ ERD intégré parmi les objectifs stratégiques du Ministère de l'agriculture ↑ Nombre d'indicateurs sur l'agriculture et les marchés du travail ruraux suivis dans les systèmes d'information sur le marché du travail ↑ Portée de la ratification des conventions de l'OIT pertinentes aux zones rurales et au secteur agricole ↑ Couverture des travailleurs agricoles dans les dispositions de la législation nationale relative au travail ↑ Couverture et adéquation des systèmes d'inspection du travail dans les zones rurales ↑ Ratio (ou nombre) d'accords d'investissements intégrant le travail décent/protégeant les droits des travailleurs
Résultats à court terme	<ul style="list-style-type: none"> ↑ Nombre de politiques/stratégies/programmes révisés relatifs à l'agriculture et au développement rural incluant des résultats, indicateurs, budgets liés à l'ERD ↑ Adoption de politiques ou directives nationales pour des investissements agricoles responsables ou une conduite commerciale responsable tout au long des chaînes d'approvisionnement agricoles ↑ Adoption d'une législation nationale relative à l'agriculture contractuelle améliorant l'ERD ↑ Points focaux/personnel spécialisés dans l'ERD dans les principaux ministères concernés par l'agriculture ↑ Existence de mécanismes interinstitutionnels pour la promotion de l'ERD ↑ Nombre de mécanismes visant à améliorer la santé et la sécurité au travail pour les travailleurs agricoles, y compris les travailleurs de l'agriculture de subsistance et les micro- et petites entreprises rurales informelles ↑ Nombre de centres de recherche agricole développant des connaissances sur les marchés du travail et les questions de travail décent

Résultats	<p>↑ Nombre de décideurs et de planificateurs au sein du Ministère de l'agriculture, des autorités gouvernementales locales et des principales organisations de producteurs formés pour l'intégration de l'ERD dans la planification stratégique</p> <p>↑ Nombre d'employés des services de statistique formés à la collecte, la diffusion et l'analyse des données sur le travail décent dans l'agriculture et les zones rurales</p> <p>↑ Nombre de vulgarisateurs formés aux technologies et pratiques agricoles en faveur de l'ERD</p> <p>↑ Nombres d'inspecteurs du travail/vulgarisateurs formés à l'application des normes internationales du travail dans les zones rurales</p> <p>↑ Nombre de partenariats (par ex., partenariats public-privé) formalisés en faveur de l'ERD</p> <p>↑ Évaluations disponibles sur les dangers et les risques dans l'agriculture et sur le plan d'action correspondant</p> <p>↑ Nombre d'activités de recherche dans l'agriculture consacrées au travail décent</p>
------------------	---

Source: [*FAO, 2016. Incorporating decent rural employment in the strategic planning for agricultural development. Pilot version for field-testing*](#)

Annexe 12 - Principales exigences techniques des enquêtes liées à l'emploi et au travail décent dans les zones rurales

Catégorie	Exigences techniques
Échantillonnage	<ul style="list-style-type: none"> ▪ S'assurer que les populations cachées sont incluses dans les échantillons représentatifs du pays (par ex., migrants saisonniers, enfants au travail, personnes faisant l'objet de traite, personnes ne résidant pas dans des habitations «normales» ou ne figurant pas dans les listes des ménages officiels au niveau du village). ▪ Adapter l'échantillonnage à la saisonnalité: la collecte des données devrait être répartie en différentes séries pendant une année donnée afin de s'assurer de répertorier toutes les activités pertinentes (par ex., les questionnaires peuvent être conçus de manière à recueillir des informations complètes sur toutes les activités pour une période de référence de 12 mois). ▪ Afin de répertorier une question donnée (variation des salaires et déterminants dans l'emploi agricole) ou une population donnée (travail des enfants, main-d'œuvre migrante saisonnière), la définition de l'échantillon doit tenir compte des problèmes rencontrés pour localiser les répondants correspondants (surtout dans le cas des «populations cachées») en l'absence d'un plan d'échantillonnage adéquat. À noter que l'échantillonnage doit suivre un cadre visant la résidence ou l'emploi: lorsque de nombreux travailleurs (en particulier, dans l'agriculture, la récolte) résident dans des zones urbaines et travaillent de manière saisonnière dans l'agriculture, un cadre visant l'emploi peut être plus indiqué, ou tout simplement un cadre où la main-d'œuvre migrante saisonnière est répertoriée quel que soit le lieu de résidence «permanente» des répondants. ▪ Il peut être utile de faire des recherches qualitatives ou de consulter des experts avant l'enquête pour déceler s'il existe des «groupes cachés» dans un contexte national donné, où ils sont concentrés et dans quels types d'habitations ils ont tendance à vivre. Les méthodes d'échantillonnage peuvent alors être adaptées pour les répertorier: en présence d'un recensement assez récent de la population, on peut combiner des cadres d'échantillonnage officiels existants avec des listes ponctuelles supplémentaires préparées par des opérateurs sur le terrain pour des répondants particuliers qui se trouvent temporairement dans la région (par ex., des travailleurs migrants, des personnes sans domicile fixe), mais ne figurent pas dans les registres officiels.

Âge des répondants	<ul style="list-style-type: none">▪ Afin de ne pas sous-représenter les questions de travail des enfants, tous les membres d'une famille âgés de 5 ans ou plus contribuant à l'exploitation agricole devraient participer à l'enquête (y compris les travailleurs familiaux), en faisant une distinction entre ceux qui «n'ont pas l'âge minimum d'admission à l'emploi» et ceux «ayant atteint l'âge pour travailler et plus âgés» (généralement, 15 à 64 ans).▪ Étant donné la complexité sous-jacente des questions liées au travail des enfants dans les zones rurales, il est recommandé de prévoir un module spécifique sous la forme d'une enquête indépendante sur le travail des enfants.
-------------------------------	---

<p>Situation dans la profession</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Collecte de données par situation habituelle (plutôt que la situation actuelle). La situation actuelle fait référence au statut d'activité des personnes pendant une courte période de référence (par ex., les sept jours précédant l'enquête). Même si ce statut est couramment utilisé, il présente des limitations au moment de créer un cadre fiable pour le recensement agricole. La situation habituelle, en revanche, fait référence au statut d'activité des personnes, en tenant compte de leur activité principale pendant une longue période de référence (par ex., «les 12 derniers mois»). On peut aussi réduire le biais en combinant différentes périodes de référence (12 mois, 30 jours et 7 jours) appliquées aux mêmes questions ou à des questions différentes. En utilisant la référence au jour antérieur, les répondants peuvent avoir l'occasion de signaler des activités non marchandes, en particulier des responsabilités familiales. Cette information est particulièrement pertinente pour répertorier la charge de travail des femmes en milieu rural, dont l'implication dans les activités de subsistance et domestiques pose des contraintes de temps importantes lorsqu'elles exercent des activités rémunérées génératrices de revenus. ▪ Tenir compte du cumul des emplois et de la diversification des activités génératrices de revenus. Une part importante des travailleurs cumule plusieurs emplois. Collecter des informations détaillées sur le type d'activités, le temps alloué et les revenus perçus – en ce qui concerne l'activité habituelle, les principales activités économiques et d'autres activités économiques. Une «deuxième» activité économique peut représenter la principale source de revenus, en particulier dans les ménages ruraux, compte tenu des variations saisonnières. Il est donc souhaitable de faire une liste complète de toutes les activités économiques pertinentes au cours des 12 derniers mois, que ce soit dans un travail indépendant ou un emploi rémunéré ou dans d'autres catégories de statut d'emploi. Il est possible d'élaborer une matrice d'emploi incluant une liste de contrôle de toutes les activités pertinentes au contexte auxquelles la personne a participé, ainsi que des informations sur la durée et la fréquence de chaque activité, leur mode saisonnier, le lieu et le fait de savoir si l'activité a été effectuée ou pas avec un enfant. ▪ Faire la distinction entre le travail indépendant, l'emploi salarié et le travail familial (ou l'emploi non rémunéré). La distinction devrait se fonder sur: a) la propriété des moyens de production (par ex., les travailleurs indépendants sont propriétaires de leurs moyens de production, tandis que les travailleurs salariés et les travailleurs familiaux ne le sont pas); et b) les modes de paiement (par ex., les travailleurs salariés reçoivent une rémunération [négociée], tandis que les travailleurs familiaux n'en reçoivent pas). Une classification fondée uniquement sur les branches ou les professions ne suffit pas. Plutôt que d'utiliser un seul jeu de questions standards pour chaque situation, on peut préparer des modules séparés
--	---

	<p>pour recueillir des informations pertinentes à chaque cas (par ex., exploitation agricole indépendante, emploi salarié dans l'agriculture, activité non agricole indépendante, emploi salarié dans des activités non agricoles, et des questions spécifiques pour les travailleurs familiaux).</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Recueillir des informations détaillées sur les budgets des exploitations pour obtenir une mesure plus exacte des rendements des activités de la famille. Ceci suppose un module détaillé pour le budget de l'exploitation.▪ Dans les classifications TASCO et CIP, inclure la classification par branche et par profession jusqu'au troisième chiffre, en plus des informations sur les activités spécifiques et l'utilisation du temps, afin de répertorier les différences entre l'agriculture de subsistance et l'agriculture commerciale/orientée vers le marché.▪ Tenir compte des tâches familiales des femmes. Les enquêtes répertorient souvent le temps alloué à la cuisine et à la collecte de combustible, mais ces informations restent souvent trop limitées. Tenir compte du temps consacré aux tâches d'assistance (enfants, personnes âgées, malades, etc.) et autres tâches domestiques – autrement dit, ne pas exclure les soins non rémunérés, le travail domestique et communautaire.
--	---

<p>Période</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Tenir compte de la saisonnalité de la production agricole. La demande de main-d'œuvre dans l'agriculture (à la différence de celle de la production et des services) peut considérablement augmenter pendant certaines périodes et diminuer dans d'autres. Le mode de demande dans l'agriculture dépend en grande partie des conditions climatiques et des exigences saisonnières pour la récolte. ▪ Les résultats des enquêtes ont tendance à fournir une idée approximative de la situation pendant une semaine moyenne d'une saison (ou d'une année) donnée. Cependant, la semaine de référence peut ne pas être représentative de la saison: au cours de la saison, les semaines sont rarement similaires sur le plan de l'emploi. Toutefois, si l'on suppose que la «semaine de référence» est représentative de l'ensemble de l'année (quatre saisons), les résultats pourraient être encore plus biaisés. Dans ce contexte, il est important de trouver la périodicité la plus élevée pour la collecte des données tout au long de l'année (même si une augmentation de la fréquence est souvent associée à une augmentation du coût de l'enquête). Ainsi, il est préférable de collecter des données en continu, mensuellement ou trimestriellement plutôt que semestriellement ou annuellement. ▪ Comme variante, sélectionner un mois ou un trimestre qui représente une moyenne sur le plan de l'emploi dans l'économie. Si l'économie comprend un vaste secteur agricole et que l'emploi est élevé dans ce secteur, un mois ou un trimestre représentatif se focalisera naturellement sur un moment donné pendant l'année où l'emploi est moyen dans ce secteur (à savoir ni un pic ni un creux).
<p>Sélection et formation des enquêteurs</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Recruter des équipes formées à la collecte des données ayant conscience des dimensions plurielles de l'emploi (par ex., nuances des distinctions entre le travail indépendant et l'emploi salarié); comprenant les particularités des modes de rémunération des différentes professions; et connaissant les contextes socio-économiques difficiles du travail, évitant tout langage stigmatisant (par ex., par rapport à la classe, la caste, le statut précaire des activités liées à l'emploi). ▪ Planifier une formation approfondie sur les concepts et les indicateurs clés, et assurer une supervision étroite et soutenue sur le terrain, en particulier au cours des premières étapes.

Traitement des données	<ul style="list-style-type: none">▪ Ventiler par: lieu (rural, urbain); âge et sexe; quintiles de revenus de la population; statut d'emploi (indépendant, travailleur familial, travailleur salarié, chômeur); niveau d'éducation; et lieu de résidence (rural, urbain).▪ À noter que la fiabilité des estimations sur le sexe, l'âge et d'autres variables dépend en grande mesure de la taille de l'échantillon (prévoir un échantillon suffisamment grand ventilé par sexe, âge, etc.).
-------------------------------	---

Source: [*FAO, 2016. Incorporating decent rural employment in the strategic planning for agricultural development. Pilot version for field-testing*](#)

Annexe 13 - Liste de contrôle pour intégrer l'emploi et le travail décent dans les zones rurales dans le système de suivi et d'évaluation

LISTE DE CONTRÔLE	
Le plan de suivi et d'évaluation de l'intervention inclut quelques indicateurs et objectifs spécifiques à l'emploi et au travail décent dans les zones rurales, couvrant les aspects tant quantitatifs que qualitatifs de l'emploi.	<input type="checkbox"/>
Les indicateurs et les objectifs sont ventilés par sexe et par âge, selon le cas.	<input type="checkbox"/>
Des objectifs spécifiques sont définis pour au moins certains des groupes de population présentant traditionnellement les plus graves déficits de travail décent (par ex., jeunes, femmes, migrants, populations autochtones, travailleurs rémunérés occasionnels et/ou personnes handicapées).	<input type="checkbox"/>
Le plan de suivi et d'évaluation prévoit l'utilisation d'informations qualitatives et quantitatives sur l'emploi et le travail décent dans les zones rurales.	<input type="checkbox"/>
Les parties prenantes concernées par l'emploi et le travail décent dans les zones rurales, en particulier le Ministère du travail, ont participé à la sélection des indicateurs et sont membres du groupe de travail élargi responsable du suivi.	<input type="checkbox"/>
La base de référence de l'intervention recueille des données sur l'emploi.	<input type="checkbox"/>
Des stratégies d'atténuation sont prévues pour faire face à l'éventuelle carence en données suffisamment ventilées sur l'emploi et le travail décent dans les zones rurales (par ex., une enquête ou une étude qualitative a été planifiée).	<input type="checkbox"/>

Source: [FAO, 2016. Incorporating decent rural employment in the strategic planning for agricultural development. Pilot version for field-testing](#)